
Observatoire des Politiques Culturelles

Évolution des dépenses culturelles en Communauté française de 1984 à 2005

Michel Jaumain
Caroline Houben

ETU.2007-6
Octobre 2007



Table des matières

Table des matières	2
Introduction	3
I. Évolution globale des crédits culturels	6
I.1. Cadre d'Analyse	6
I.2. Évolution des dépenses de 1984 à 2005	7
I.2.1. Noyau dur des dépenses culturelles	7
I.2.2. Périmètre élargi des dépenses culturelles	8
I.3. Dépenses culturelles par rapport au nombre d'habitants	10
I.3.1. Noyau dur des dépenses culturelles	10
I.3.2. Périmètre élargi des dépenses culturelles	12
I.4. Dépenses culturelles par rapport au PIB communautaire	14
I.4.1. Noyau dur des dépenses culturelles	15
I.4.2. Périmètre élargi des dépenses culturelles	16
I.5. Dépenses culturelles par rapport aux dépenses d'enseignement	18
I.5.1. Noyau dur des dépenses culturelles	19
I.5.2. Périmètre élargi des dépenses culturelles	20
I.6. Poids des dépenses culturelles dans l'ensemble des dépenses de la Communauté	22
I.6.1. Noyau dur	22
I.6.2. Périmètre élargi	24
II. Évolution des moyens alloués par programme	25
II.1. Division organique 20 : Affaires générales de la culture	26
II.1.1. Répartition par programme	26
II.2. Division organique 21 : Promotion des Arts de la scène	30
II.2.1. Répartition par programme	30
II.3. Division organique 22 : Livre	35
II.3.1. Répartition par programme	35
II.4. Division organique 23 : Jeunesse et Education permanente	39
II.4.1. Répartition par programme	39
II.5. Division organique 24 : Patrimoine et Arts plastiques	43
II.5.1. Répartition par programme	43
II.6. Division organique 25 : Audiovisuel et Multimédia	47
II.6.1. Répartition par programme	47
II.7. Le noyau dur des dépenses culturelles	52
II.8. Division organique 57 : Enseignement artistique	54
II.9. Division organique 46 : Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique	56
II.10. Division organique 15.2 : Infrastructures culturelles	57
II.10.1. Montants globaux	57
Liste des tableaux	61
Liste des graphiques	62

Introduction

Le présent rapport prolonge une démarche initiée par l'Observatoire des Politiques Culturelles (OPC) du Ministère de la Communauté française dès sa création (2001). Nous avons en effet considéré que l'OPC se devait de reconstituer l'évolution des dépenses culturelles du Ministère sur une longue période.

Les premiers travaux menés dans cette perspective ont bénéficié de l'apport du Centre de Recherches sur l'Économie Wallonne (CREW) que dirige le Professeur Robert Deschamps (Faculté des Sciences économiques, Sociales et de gestion des FUNDP), à qui nous avons confié le soin d'étudier et de construire l'évolution de ces dépenses culturelles. Cette tâche avait été menée à bien, sous son regard attentif, par un chercheur du Centre, Régine Paque, qui avait établi un premier rapport couvrant la période 1981 à 2001¹. Dans une deuxième étude, elle prolongeait les séries par deux années supplémentaires et apportait diverses nouvelles informations. Les données étaient, à cette occasion, entrées en base de données avec l'appui d'un consultant².

Précisons que l'étude initiale menée par le CREW avait pour but de créer un outil qui permette de saisir, sur une longue période, l'évolution des crédits consacrés par la Communauté française de Belgique aux domaines artistiques et culturels, et ce au niveau des « divisions organiques », des « programmes », voire des « activités », (termes « structurant » depuis 1993 les budgets du Ministère). Comme la présentation budgétaire apparaissait nettement autre avant cette date, il s'agissait avant tout de vérifier à quelles conditions il était possible de rétroprojeter, totalement ou partiellement, la structuration actuelle des programmes sur les années de début de série. Le « passage » par les unités d'identification des crédits que sont les « allocations de base », et qui, rassemblées, forment un programme, était donc un passage obligé dans le cadre de cette vérification. Il s'agissait également d'étudier l'évolution des séries ainsi constituées et de les référer à des données « externes » (PIB communautaire, population, ...) afin de construire des ratios et indicateurs pertinents.

* * *

¹ Donnant lieu à la publication suivante : Régine Paque, Michel Jaumain, 1981-2001, Évolution des dépenses culturelles de la Communauté française, Ministère de la Communauté française, 2003

² Jean-Louis Lamotte, Socomine.

La première étude ³ faisait démarrer les séries chronologiques en 1981. À l'examen, il est apparu que l'on n'est pas suffisamment assuré que les données des trois premières années des séries couvrent un périmètre similaire aux données des années suivantes. Les montants reconstitués pour ces premières années présentent des incohérences dues à certaines approximations faites, faute de mieux, lors du reclassement des données. C'est la raison pour laquelle on fera démarrer dorénavant les séries à partir de l'année 1984.

Il faut aussi préciser que les données présentées ici (1984 à 2005) sont organisées sur le modèle du budget 2005 de la Communauté, en termes de divisions organiques (DO) et de programmes. En effet, pour opérer des comparaisons et calculer des croissances dans le temps, il est indispensable de reconstituer des blocs de DO et programmes homogènes et similaires sur la période considérée, et cela en choisissant une année de référence. Il s'ensuit des « glissements » d'allocations de base ou de programmes d'une DO à une autre, qui font que l'on ne retrouve pas à l'identique, avant 2005, les montants historiques des DO ou programmes – tandis que le périmètre global des dépenses culturelles reste identique dans l'approche historique ou l'approche « reclassante » pratiquée dans la présente étude.

Le Service de la Recherche ⁴ du Ministère établit des séries relatives aux dépenses culturelles de tous les niveaux de pouvoir en Belgique depuis 1995 jusqu'à aujourd'hui en ce compris, comme il se doit, l'évolution des dépenses culturelles du Ministère de la Communauté française. À cet égard, ce Service et l'OPC ont décidé de coordonner leurs travaux respectifs en fixant des périmètres similaires pour ces dernières dépenses, ce qui n'était pas le cas précédemment.

Trois périmètres ont ainsi été définis et nommés respectivement « noyau dur », « périmètre culturel » et « périmètre élargi ».

Le « noyau dur » est constitué exclusivement des DO consacrées aux matières culturelles, à savoir⁵ :

- les arts de la scène,
- le livre,
- l'éducation permanente et la jeunesse,
- le patrimoine culturel et les arts plastiques,
- les affaires générales de la culture,
- l'audiovisuel et les multimédias.

³ Régine Paque, Michel Jaumain, op. cit.

⁴ Que Jean-Claude Torfs pilote au sein du Secrétariat Général.

⁵ En annexe 1 ..., est fourni le détail de ce périmètre.

Le « périmètre culturel » est constitué du même « noyau dur » auquel s'ajoutent :

- les infrastructures culturelles,
- l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique,
- l'enseignement artistique,
- les écoles d'architecture,
- le personnel des établissements culturels extérieurs.

Le « périmètre élargi » comprend outre les deux précédents périmètres :

- les programmes suivants de la DO 11 (Affaires générales du Secrétariat général de la Communauté française) :
 - bibliothèque, cinémathèque, Observatoire des Politiques culturelles, Conseil de l'éducation aux médias, Information, promotion, rayonnement de la langue et de la culture françaises de la Communauté française
- les relations internationales
- la loterie nationale

* * *

I. Évolution globale des crédits culturels

I.1. Cadre d'Analyse

La première partie de cette étude montre l'évolution des crédits culturels par année et par périmètre. Rappelons que deux périmètres ont été déterminés d'un commun accord par le Service de la Recherche du Ministère et l'Observatoire des Politiques Culturelles.

Pour chaque périmètre, différents ratios ont été calculés afin de pouvoir observer l'évolution des dépenses culturelles par rapport à quelques grandeurs économiques et démographiques.

- l'évolution des dépenses totales en euros courants et constants (base 2005)
- les dépenses (en euros constants) par habitant de la Communauté française
- les dépenses en fonction du Produit Intérieur Brut (PIB) estimé de la Communauté française
- les dépenses de culture par rapport aux dépenses d'enseignement en Communauté française
- le poids de la culture dans l'ensemble du budget communautaire⁶

Le taux de croissance annuel (tca) de ces différents ratios a été également calculé.

Afin de permettre une analyse plus fine des données, le taux de croissance annuel moyen (tcam) a été calculé (cf. Annexe).

À comparer à ce taux annuel moyen, ont également été établies la moyenne arithmétique des taux de croissance annuels et la variance de cette série de données.

Pour éviter les maladresses de lecture, précisons enfin que la croissance d'une grandeur se décrit comme le quotient de la grandeur au temps j par cette même grandeur au temps initial. Ainsi la valeur 100, qui devient 200 au temps j , connaît une croissance de 2 (elle double). En terme relatif (croissance globale en pourcentage), sa progression est de 100 %.

⁶ Ce rapport est uniquement calculé pour les années 1994 à 2005. En effet, à partir de 1994, les compétences à charge de la Communauté française n'ont plus connu de changement.

I.2. Évolution des dépenses de 1984 à 2005

I.2.1. Noyau dur des dépenses culturelles

Tableau 1. Évolution des crédits alloués à la culture de 1984 à 2005

	En K euros courants	Taux de croissance annuel nominal	Indice des prix à la consommation (base 2005)	En K euros constants (base 2005)	tca réel
1984	197.677,733		63,14	313.078,450	
1985	213.394,183	7,95%	66,22	322.250,352	2,93%
1986	222.737,290	4,38%	67,07	332.076,110	3,05%
1987	226.425,946	1,66%	68,12	332.411,860	0,10%
1988	229.108,153	1,18%	68,91	332.489,569	0,02%
1989	238.723,943	4,20%	71,05	336.004,495	1,06%
1990	247.415,090	3,64%	73,5	336.629,283	0,19%
1991	256.934,202	3,85%	75,86	338.690,880	0,61%
1992	246.080,184	-4,22%	77,7	316.693,914	-6,49%
1993	257.194,490	4,52%	79,84	322.124,828	1,71%
1994	282.536,645	9,85%	81,74	345.646,858	7,30%
1995	301.726,083	6,79%	82,94	363.782,456	5,25%
1996	300.798,961	-0,31%	84,65	355.329,942	-2,32%
1997	308.989,363	2,72%	86,03	359.159,977	1,08%
1998	323.099,462	4,57%	86,85	372.013,528	3,58%
1999	329.222,432	1,90%	87,82	374.867,776	0,77%
2000	344.391,037	4,61%	90,06	382.402,537	2,01%
2001	356.012,286	3,37%	92,29	385.772,955	0,88%
2002	367.506,000	3,23%	93,8	391.788,614	1,56%
2003	383.723,000	4,41%	95,29	402.669,408	2,78%
2004	392.193,000	2,21%	97,29	403.106,839	0,11%
2005	406.017,000	3,52%	100	406.017,000	0,72%
1984-2005	6.431.906,483	105,39%		7.825.007,633	29,69%
tcam		3,49%	2,21%		1,25%
moyenne des tca		3,52%			1,28%
variance		0,08%			0,07%

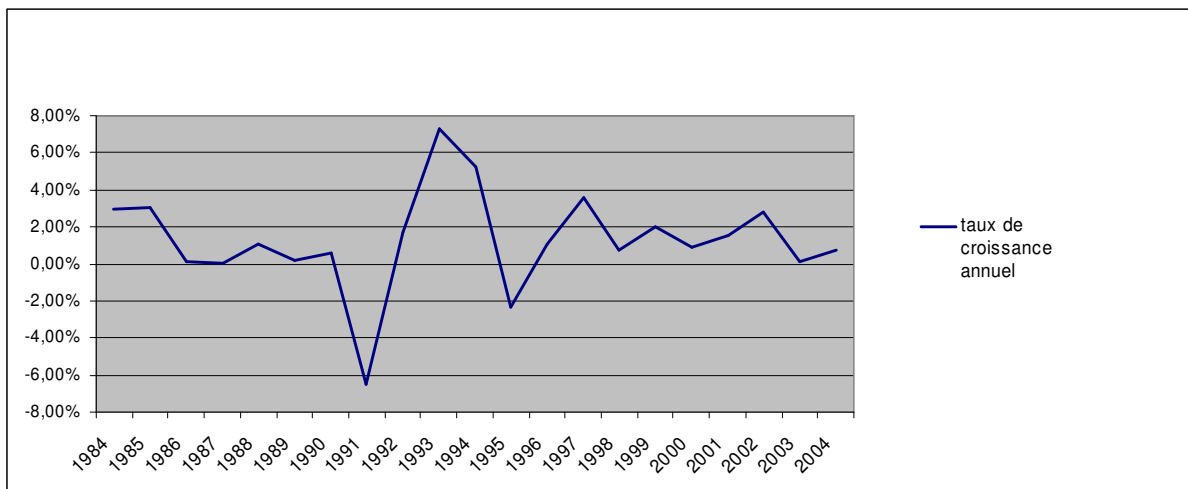
Source : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

En termes courants, les dépenses culturelles connaissent une augmentation de 105,39 % au cours de la période considérée. Elles ont donc plus que doublé. En euros constants, elles ont été multipliées par 1,29.

Le taux de croissance annuel est négatif à deux reprises sur la période 1984-2005, soit en 1992 et 1996.

Le taux de croissance annuel moyen des dépenses exprimées en euros courants est de 3,49%. En euros constants, il est de 1,25 %.. La variance est faible sur la série considérée.

Graphique 1. Taux de croissance annuel des dépenses de culture exprimées en euros constants de 1984 à 2005



Sources : Données budgétaires de la Communauté française et OPC.

I.2.2. Périmètre élargi des dépenses culturelles

Tableau 2. Évolution des crédits alloués à la culture de 1984 à 2005, selon le périmètre élargi

	En K euros courants	Taux de croissance annuel nominal	Indice des prix	En K euros constants	Taux de croissance annuel réel
1984	270.198,98		63,14	427.917,19	
1985	289.229,77	7,04%	66,22	436.790,32	2,07%
1986	299.827,22	3,66%	67,07	447.008,47	2,34%
1987	303.091,98	1,09%	68,12	444.963,88	-0,46%
1988	312.318,57	3,04%	68,91	453.247,37	1,86%
1989	325.833,73	4,33%	71,05	458.611,72	1,18%
1990	336.386,56	3,24%	73,50	457.682,53	-0,20%
1991	351.738,60	4,56%	75,86	463.662,12	1,31%
1992	348.088,37	-1,04%	77,70	447.973,77	-3,38%
1993	364.822,42	4,81%	79,84	456.924,10	2,00%
1994	395.291,01	8,35%	81,74	483.587,17	5,84%
1995	419.641,87	6,16%	82,94	505.950,12	4,62%
1996	420.350,30	0,17%	84,65	496.554,40	-1,86%
1997	442.354,39	5,23%	86,03	514.179,49	3,55%
1998	459.666,69	3,91%	86,85	529.255,68	2,93%
1999	468.949,12	2,02%	87,82	533.967,00	0,89%
2000	491.316,01	4,77%	90,06	545.544,08	2,17%
2001	511.443,53	4,10%	92,29	554.197,39	1,59%
2002	521.072,00	1,88%	93,80	555.501,34	0,24%
2003	544.469,00	4,49%	95,29	571.352,28	2,85%
2004	557.462,00	2,39%	97,29	572.974,90	0,28%
2005	573.523,00	2,88%	100,00	573.523,00	0,10%
1984-2005	9.007.075,12	112,26%		10.931.368,33	34,03%
tcam		3,65%	2,21%		1,40%
moyenne des tca		3,67%			1,42
variance		0,05%			0,04%

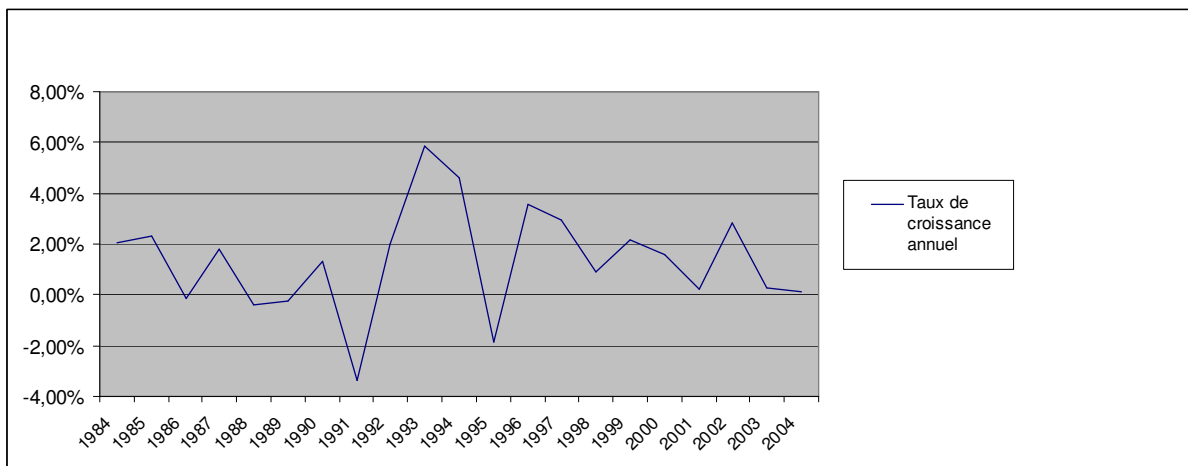
Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Lorsqu'on prend en compte le périmètre élargi des dépenses culturelles, on observe des valeurs supérieures de montants des dépenses culturelles, aussi bien en euros courants qu'en euros constants mais on observe des taux de croissance supérieurs.

Les taux de croissance annuels réels des années 1987, 1990 et 1996 sont négatifs, ce qui diffère des valeurs observées pour le « noyau dur » pour lequel les années 1987 et 1990 montraient un taux de croissance positif.

Le taux de croissance annuel moyen est de 3,65% en termes courants et de 1,40 % en termes constants. Soit deux valeurs légèrement supérieures aux taux de croissance annuels moyens du « noyau dur ». On observe donc que les dépenses de certaines divisions organiques qui ne font pas partie du « noyau dur » ont une croissance supérieure à la croissance moyenne des dépenses des divisions organiques du « noyau dur ».

Graphique 2. Taux de croissance annuels des dépenses de culture du périmètre élargi exprimées en euros constants de 1984 à 2005



Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

I.3. Dépenses culturelles par rapport au nombre d'habitants

Le nombre exact d'habitants de la Communauté française n'est pas connu. Celui-ci a donc été estimé comme étant égal à la population de la Région wallonne, augmentée de 80% de la population de la Région bruxelloise⁷ et diminuée de la population de la Communauté germanophone, sur base des données disponibles en la matière auprès de l'Institut National de Statistiques.

Nous rapportons les dépenses d'une année au nombre d'habitants en date du premier janvier de la même année.

I.3.1. Noyau dur des dépenses culturelles

Tableau 3. Évolution des dépenses culturelles rapportées au nombre d'habitants de 1984 à 2005

	Nombre d'habitants	Taux de croissance annuel	En euros courants	Taux de croissance annuel nominal	En euros constants	Taux de croissance annuel réel
1984	3.928.009		50,33		79,70	
1985	3.925.585	-0,06%	54,36	8,02%	82,09	3,00%
1986	3.920.949	-0,12%	56,81	4,50%	84,69	3,17%
1987	3.917.977	-0,08%	57,79	1,73%	84,84	0,18%
1988	3.918.986	0,03%	58,46	1,16%	84,84	0,00%
1989	3.944.436	0,65%	60,52	3,52%	85,18	0,41%
1990	3.948.162	0,09%	62,67	3,54%	85,26	0,09%
1991	3.959.470	0,29%	64,89	3,55%	85,54	0,33%
1992	3.968.713	0,23%	62,01	-4,45%	79,80	-6,71%
1993	3.985.152	0,41%	64,54	4,09%	80,83	1,30%
1994	3.995.054	0,25%	70,72	9,58%	86,52	7,04%
1995	4.005.191	0,25%	75,33	6,52%	90,83	4,98%
1996	4.003.628	-0,04%	75,13	-0,27%	88,75	-2,29%
1997	4.011.580	0,20%	77,02	2,52%	89,53	0,88%
1998	4.019.128	0,19%	80,39	4,37%	92,56	3,38%
1999	4.025.550	0,16%	81,78	1,73%	93,12	0,61%
2000	4.036.139	0,26%	85,33	4,33%	94,74	1,74%
2001	4.046.945	0,27%	87,97	3,10%	95,32	0,61%
2002	4.069.980	0,57%	90,30	2,64%	96,26	0,98%
2003	4.090.312	0,50%	93,81	3,89%	98,44	2,27%
2004	4.108.518	0,45%	95,46	1,75%	98,11	-0,33%
2005	4.128.829	0,49%	98,34	3,02%	98,34	0,23%
1984-2005		5,11%		95,40%		23,38%
moyenne			72,907		88,878	
tcam		0,24%		3,24%		1,01%
moyenne des tca		0,24%			3,28%	
variance		0,0005%		0,08%		0,07%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

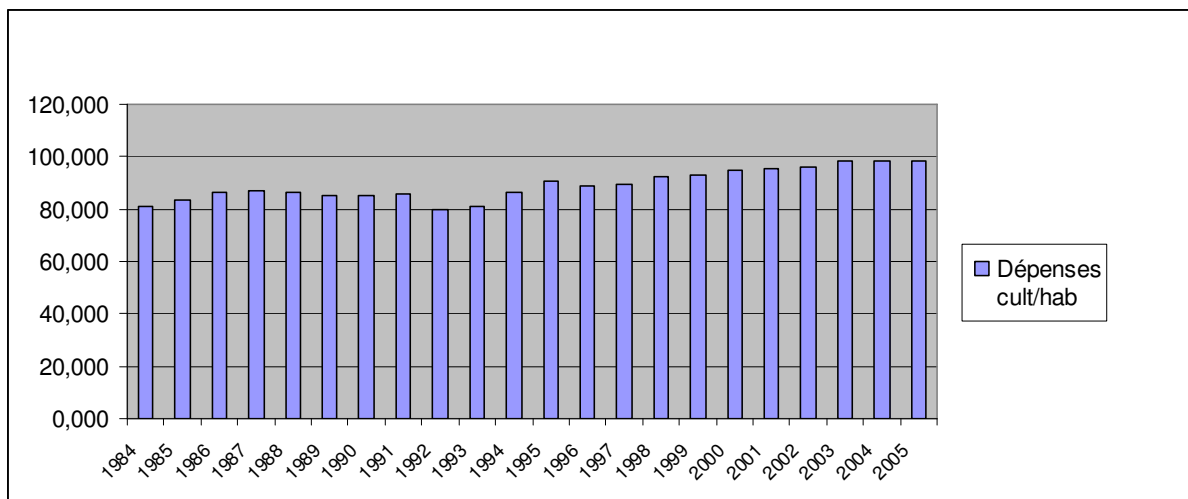
⁷ Il s'agit de la clé institutionnelle appliquée à la Région bruxelloise : 80% de francophones et 20% de néerlandophones.

Selon l'univers de la culture retenu ici, la Communauté française a dépensé 98,34 euros par habitant, pour soutenir la culture en 2005.

Pour la période considérée, 1984-2005, le taux de croissance moyen des dépenses culturelles par habitant est inférieur au taux de croissance annuel moyen des dépenses culturelles (1,01% au lieu de 1,25%).

Les dépenses culturelles par habitant en euros constants sont en diminution pour les années 1992 et 1996, ce qui correspond aux années pour lesquelles ont avait déjà pu observer des taux de croissance négatifs des dépenses culturelles mais également pour l'année 2004 qui connaît un taux de croissance annuel négatif (-0,33%), inférieur à la croissance de la population (0,45%).

Graphique 3. Évolution des dépenses culturelles exprimées en euros constants (noyau dur) rapportées au nombre d'habitants de 1984 à 2005



Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs OPC

I.3.2. Périmètre élargi des dépenses culturelles

Tableau 4. Évolution des dépenses culturelles élargies rapportées au nombre d'habitants de 1984 à 2005

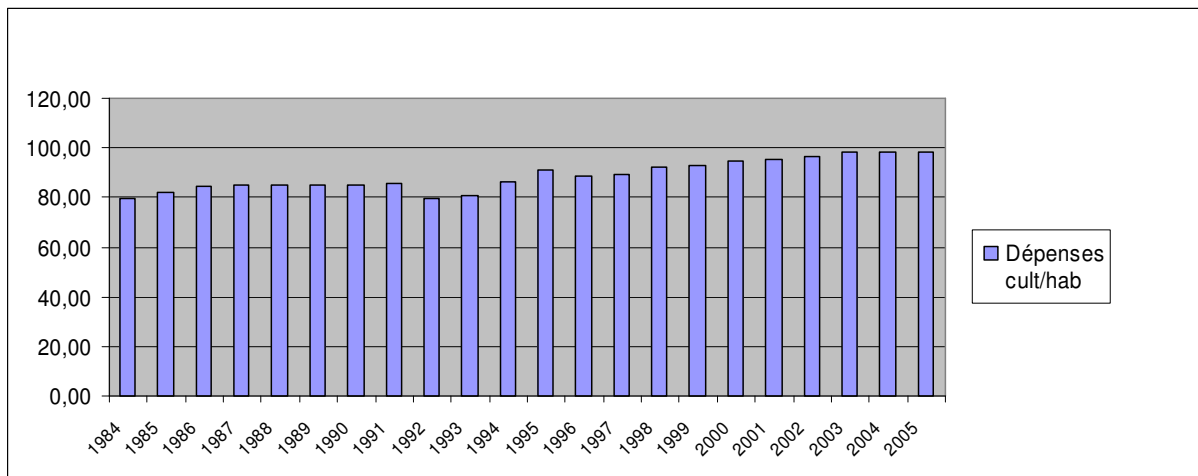
	Nombre d'habitants	En euros courants	tca nominal	En euros constants	tca réel
1984	3.928.009	68,79		108,94	
1985	3.925.585	73,68	7,11%	111,27	2,14%
1986	3.920.949	76,47	3,79%	114,01	2,46%
1987	3.917.977	77,36	1,17%	113,57	-0,38%
1988	3.918.986	79,69	3,02%	115,65	1,84%
1989	3.944.436	82,61	3,65%	116,27	0,53%
1990	3.948.162	85,20	3,14%	115,92	-0,30%
1991	3.959.470	88,83	4,27%	117,10	1,02%
1992	3.968.713	87,71	-1,27%	112,88	-3,61%
1993	3.985.152	91,55	4,38%	114,66	1,58%
1994	3.995.054	98,95	8,08%	121,05	5,57%
1995	4.005.191	104,77	5,89%	126,32	4,36%
1996	4.003.628	104,99	0,21%	124,03	-1,82%
1997	4.011.580	110,27	5,03%	128,17	3,34%
1998	4.019.128	114,37	3,72%	131,68	2,74%
1999	4.025.550	116,49	1,86%	132,64	0,73%
2000	4.036.139	121,73	4,49%	135,16	1,90%
2001	4.046.945	126,38	3,82%	136,94	1,31%
2002	4.069.980	128,03	1,31%	136,49	-0,33%
2003	4.090.312	133,11	3,97%	139,68	2,34%
2004	4.108.518	135,68	1,93%	139,46	-0,16%
2005	4.128.829	138,91	2,37%	138,91	-0,40%
1984-2005			101,94%		27,51%
tcam			3,40%		1,16%
moyenne des tca			3,43%		1,18%
variance			0,05%		0,04%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Dans cette seconde approche du périmètre des dépenses culturelles, on observe que les moyens octroyés à la culture sont, en 2005, de 138,9 euros par habitant, soit supérieurs de 40,57 euros par habitant, par rapport aux montants obtenus pour le « noyau dur ». Il s'agit d'une différence appréciable.

Le taux de croissance moyen est de 1,16%, ce qui est supérieur à la valeur correspondante pour le « noyau dur ».

Graphique 4. Évolution des dépenses culturelles exprimées en euros constants rapportées au nombre d'habitants de 1984 à 2005 selon le périmètre élargi



Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC

I.4. Dépenses culturelles par rapport au PIB communautaire

Le PIB communautaire n'étant pas calculé par l'Institut des Comptes Nationaux (ICN), le CREW a proposé une méthode d'estimation de celui-ci sur base des PIB régionaux qui eux, sont disponibles auprès de l'ICN, méthode que nous reprenons ici.

Le calcul des PIB régionaux s'effectue sur base de quatre unités territoriales : la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et une unité extra-régionale. Entre dans cette dernière catégorie, la production économique belge produite en dehors du territoire géographique de la Belgique. Sont ici couvertes les forces belges en Allemagne, les enseignants en Allemagne et les ambassades belges à l'étranger.

Dans le total du PIB, la part de cette unité extra-régionale est de 0,1% pour 1996 et les années suivantes⁸. Les PIB régionaux calculés dans le module macro-économique développé au sein du CREW intègrent la composante extra-régionale qui est ventilée entre les régions au prorata de leur part de PIB calculée en dehors de cette composante.

Le PIB communautaire a donc été estimé comme suit, sur base des PIB régionaux :

$$PIB_{CF} = PIB_{RW} + 80\% * PIB_{RB} - \left(\frac{pop_{CG}}{pop_{RW}} \right) * PIB_{RW}$$

Afin d'être cohérent avec l'estimation retenue pour la population, une partie du PIB de la Région wallonne correspondant à la part de la population de la Communauté germanophone dans la population de la Région wallonne a été retirée⁹.

Depuis 1995, les PIB régionaux sont calculés par l'ICN sur base de la méthodologie SEC 95¹⁰ alors qu'auparavant, ce calcul était fait sur base du SEC 79. L'ICN n'a pas publié de rétroprojections SEC 95 des agrégats régionaux. Les séries régionales entre 1984 et 1994 doivent donc être estimées. Les rétroprojections effectuées au sein du Centre de Recherches sur l'Economie Wallonne consistent à appliquer rétrospectivement les taux de croissance des séries nominales connues en SEC 79¹¹ à la première valeur en SEC 95 publiée par l'ICN¹².

Les PIB régionaux de 2005 n'ont pas encore été publiés par l'ICN. Nous avons donc retenu pour cette année les valeurs estimées par le CREW.

⁸ En 1995, l'unité extra-régionale représentait 0,2% du PIB du royaume.

⁹ Entre 1981 et 2003, la population germanophone représente de 2,01 % à 2,12 % de la population wallonne.

¹⁰ Système Européen des Comptes nationaux et régionaux.

¹¹ En SEC 79, taux de croissance régionaux entre 1981 et 1994 issus des *Comptes régionaux 1975-1997* et disponibles sur le site Belgostat.be.

¹² Cette rétroprojection reproduit donc les évolutions régionales observées dans les anciennes publications de l'ICN à la structure présentée dans la nouvelle publication. Ceci implique l'hypothèse que le passage à la nouvelle publication (adoption des concepts SEC 95 et autres modifications méthodologiques introduites par l'ICN) n'affecte pas la statistique de la croissance régionale.

I.4.1. Noyau dur des dépenses culturelles

Tableau 5. Évolution des dépenses culturelles par rapport au PIB communautaire de 1984 à 2005

	dépenses culturelles (en euros constants)	Estimation du PIB (en euros courants)	Dépenses culturelles/PIB	Taux de croissance annuel*
1984	197.677.733	47.426.498.319	0,425%	
1985	213.394.183	50.331.142.789	0,432%	1,67%
1986	222.737.290	52.809.354.538	0,430%	-0,57%
1987	226.425.946	54.661.007.848	0,424%	-1,39%
1988	229.108.153	57.820.509.995	0,405%	-4,42%
1989	238.723.943	61.855.301.936	0,386%	-4,67%
1990	247.415.090	64.842.680.114	0,382%	-1,13%
1991	256.934.202	68.219.960.985	0,377%	-1,29%
1992	246.080.184	71.558.434.234	0,344%	-8,69%
1993	257.194.490	73.314.687.385	0,351%	2,01%
1994	282.536.645	76.407.696.575	0,370%	5,41%
1995	301.726.083	80.661.951.234	0,374%	1,16%
1996	300.798.961	82.195.087.570	0,366%	-2,17%
1997	308.989.363	84.944.849.344	0,364%	-0,60%
1998	323.099.462	88.548.381.845	0,365%	0,31%
1999	329.222.432	91.438.434.953	0,360%	-1,33%
2000	344.391.037	96.573.448.937	0,357%	-0,95%
2001	356.012.286	99.461.913.700	0,358%	0,37%
2002	367.506.000	102.973.748.699	0,357%	-0,29%
2003	356.012.286	105.361.624.197	0,338%	-5,32%
2004	367.506.000	110.986.238.089	0,331%	-2,00%
2005	383.723.000	114.693.193.240	0,335%	1,04%
1984-2005	6.357.214.768	1.737.086.146.527		-21,27%
tcam				-1,13%
moyenne des tca				-1,09%
variance				0,09%

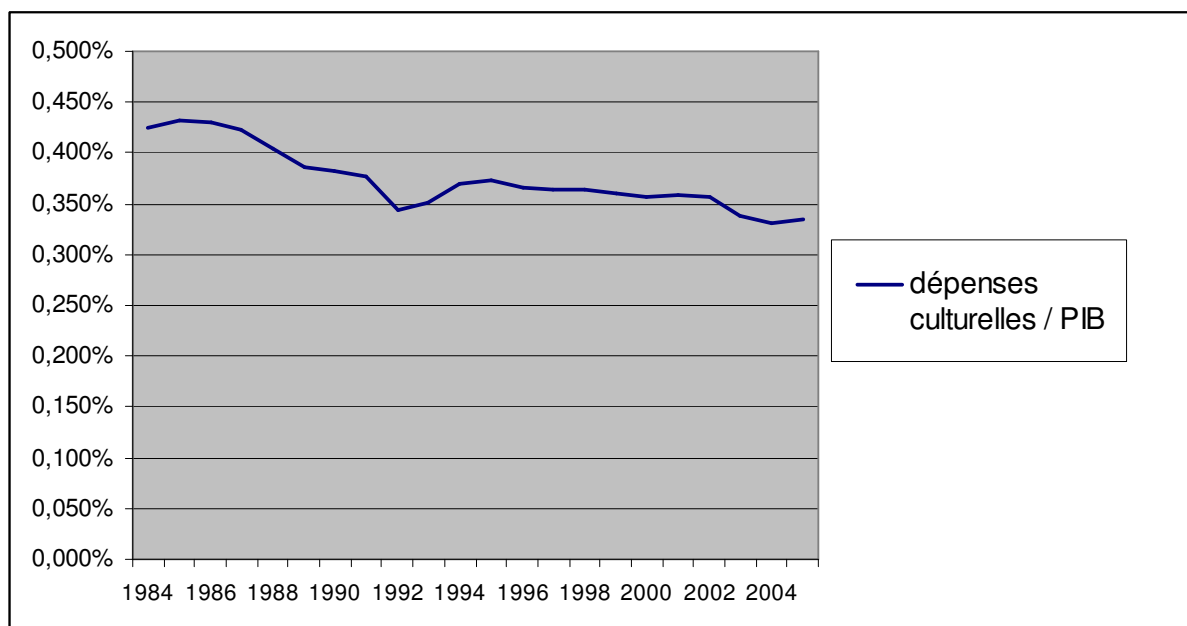
* : Nous travaillons sur base des données en euros courants. Comme nous calculons le taux de croissance d'un rapport entre deux valeurs, celui-ci est le même, que nous le calculions en termes nominaux ou en termes réels.

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française, calculs OPC ; Comptes régionaux, Agrégats par branche d'activité 1995-1999, ICN (aussi disponible sur site Internet Belgostat) et projections régionales CREW pour l'année 2005.

Sur la période allant de 1984 à 2005, les dépenses de culture du « noyau dur » varient dans une fourchette de 0,331% (en 2004) à 0,432 % (en 1985) du PIB communautaire, et s'établissent en moyenne à 0,374 % de ce même PIB.

Selon les estimations proposées, le ratio des dépenses culturelles par rapport au PIB communautaire serait en baisse sur pratiquement toute la période. En d'autres termes, les dépenses culturelles croissent moins vite que le PIB de la Communauté française.

Graphique 5. Évolution des dépenses culturelles (noyau dur) par rapport au PIB communautaire de 1984 à 2005



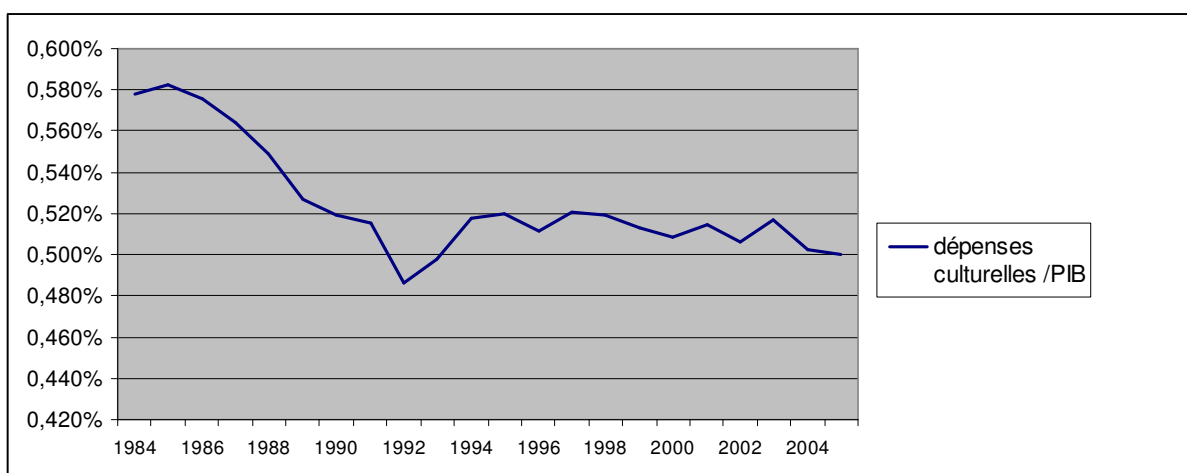
Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC

I.4.2. Périmètre élargi des dépenses culturelles

Avec l'élargissement du périmètre culturel, ce ratio est compris entre 0,486% (en 1992) et 0,583% (en 1985).

D'année en année, ce ratio diminue, au rythme annuel moyen de -0,62%. La croissance des dépenses culturelles est donc inférieure à celle du PIB communautaire.

Graphique 6. Évolution des dépenses culturelles élargies par rapport au PIB communautaire de 1984 à 2005



Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC

Tableau 6. Évolution des dépenses culturelles élargies par rapport au PIB communautaire de 1984 à 2005

	Dépenses culturelles (en euros constants)	Estimation du PIB (en euros courants)	Dépenses culturelles/PIB	Taux de croissance annuel*
1984	270.199	47.426.498	0,570%	
1985	289.230	50.331.143	0,575%	0,87%
1986	299.827	52.809.355	0,568%	-1,20%
1987	303.092	54.661.008	0,554%	-2,34%
1988	312.319	57.820.510	0,540%	-2,59%
1989	325.834	61.855.302	0,527%	-2,48%
1990	336.387	64.842.680	0,519%	-1,52%
1991	351.739	68.219.961	0,516%	-0,61%
1992	348.088	71.558.434	0,486%	-5,65%
1993	364.822	73.314.687	0,498%	2,30%
1994	395.291	76.407.697	0,517%	3,97%
1995	419.642	80.661.951	0,520%	0,56%
1996	420.350	82.195.088	0,511%	-1,70%
1997	442.354	84.944.849	0,521%	1,83%
1998	459.667	88.548.382	0,519%	-0,32%
1999	468.949	91.438.435	0,513%	-1,21%
2000	491.316	96.573.449	0,509%	-0,80%
2001	511.444	99.461.914	0,514%	1,07%
2002	521.072	102.973.749	0,506%	-1,59%
2003	544.469	105.361.624	0,517%	2,12%
2004	557.462	110.986.238	0,502%	-2,80%
2005	573.523	114.693.193	0,500%	-0,44%
1984-2005				-11,84%
tcam				-0,62%
moyenne des tca				-0,60%
variance				0,05%

* : Nous travaillons sur base des données en euros courants. Comme nous calculons le taux de croissance d'un rapport entre deux valeurs, celui-ci est le même, que nous le calculions en termes nominaux ou en termes réels.

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française, calculs OPC ; Comptes régionaux, Agrégats par branche d'activité 1995-1999, ICN (aussi disponible sur site Internet Belgostat) et projections régionales CREW pour l'année 2005.

I.5. Dépenses culturelles par rapport aux dépenses d'enseignement

On sait que sur la période passée en revue, la Communauté française a connu d'importantes évolutions dans l'attribution (ou l'exercice) de ses compétences, qui ne sont pas sans influencer sur sa « masse » budgétaire globale. Tenter d'observer la part prise par les dépenses culturelles dans les dépenses totales de la Communauté durant cette période est donc délicat¹³.

Il est par contre apparu plus réaliste de comparer les dépenses de culture et celles consacrées à l'enseignement.

Avant la communautarisation de l'enseignement (1989), la matière était gérée au niveau national et se traduisait sous forme de deux budgets : l'un était consacré à l'enseignement en régime français, et l'autre à l'enseignement néerlandophone. Pour procéder à la confrontation des sous-ensembles « Culture » et « Enseignement », ont été inventoriés les totaux des dépenses de l'éducation nationale (régime français) pour la période 1981 - 1988. La suite de la série (1989 – 2005) provient de la base de données du Ministère.

Comme l'univers budgétaire de l'enseignement a été lui-même modifié à plusieurs reprises entre 1981 et 2005¹⁴, n'ont été prises en considération que les dépenses de l'enseignement fondamental, secondaire, spécial, universitaire, supérieur non universitaire, de promotion sociale et à distance, l'enseignement artistique étant rangé, pour sa part, dans le périmètre culturel, tel que défini au début du chapitre.

Il faut signaler que les écoles d'architectures sont aujourd'hui rattachées à la DO57 et qu'on a pu les y rétroprojeter à partir de 1997. Il n'a pas été possible de retrouver les montants des trois écoles d'architecture financées par la Communauté française avant cette date.

Les montants correspondants ont donc été retirés du montant total des dépenses d'Enseignement à partir de 1997 et réinjectés dans la DO 55¹⁵.

Dans ce chapitre, est donc calculé le ratio suivant : part de la culture dans les dépenses totalisées de culture et d'enseignement.

¹³ Nous le ferons tout de même pour les années 1994 à 2005 dans la section suivante.

¹⁴ Citons par exemple l'inspection médicale scolaire. Pour certaines années, cette matière se trouve dans le budget de l'enseignement alors que pour d'autres elle fait partie des dépenses de santé.

¹⁵ Le détail de la part des dépenses des écoles d'architecture dans les dépenses d'enseignement se trouve en annexe du présent document.

I.5.1. Noyau dur des dépenses culturelles

Tableau 7. Évolution des dépenses de culture du premier périmètre et des dépenses d'enseignement de 1984 à 2005

	Rn euros courants			Part de culture dans les dépenses de culture et d'enseignement	Taux de croissance annuel
	Dépenses de culture	Dépenses d'enseignement	Dépenses de culture et d'enseignement		
1984	197.677.733	2.709.828.235	2.907.505.968	6,80%	
1985	213.394.183	2.882.134.066	3.095.528.249	6,89%	1,39%
1986	222.737.290	2.925.009.730	3.147.747.020	7,08%	2,65%
1987	226.425.946	2.865.364.069	3.091.790.014	7,32%	3,50%
1988	229.108.153	2.906.593.720	3.135.701.873	7,31%	-0,23%
1989	238.723.943	3.110.161.403	3.348.885.347	7,13%	-2,44%
1990	247.415.090	3.220.967.330	3.468.382.420	7,13%	0,07%
1991	256.934.202	3.421.193.409	3.678.127.611	6,99%	-2,07%
1992	246.080.184	3.586.865.609	3.832.945.793	6,42%	-8,09%
1993	257.194.490	3.799.191.371	4.056.385.861	6,34%	-1,24%
1994	282.536.645	3.936.794.588	4.219.331.233	6,70%	5,61%
1995	301.726.083	3.948.636.462	4.250.362.544	7,10%	6,01%
1996	300.798.961	3.891.105.332	4.191.904.293	7,18%	1,08%
1997	308.989.363	3.987.349.993	4.296.339.356	7,19%	0,23%
1998	323.099.462	3.979.811.551	4.302.911.014	7,51%	4,41%
1999	329.222.432	4.087.444.441	4.416.666.873	7,45%	-0,73%
2000	344.391.037	4.183.835.359	4.528.226.396	7,61%	2,03%
2001	356.012.286	4.332.120.308	4.688.132.593	7,59%	-0,15%
2002	367.506.000	4.429.554.000	4.797.060.000	7,66%	0,88%
2003	383.723.000	4.540.229.000	4.923.952.000	7,79%	1,72%
2004	392.193.000	4.697.910.000	5.090.103.000	7,71%	-1,13%
2005	406.017.000	4.956.572.000	5.362.589.000	7,57%	-1,74%
1984-2005	6.431.906.483	82.398.671.977	88.830.578.459		11,36%
tcam					0,51%
moyenne arithmétique des tca				7,20%	0,56%
variance					0,10%

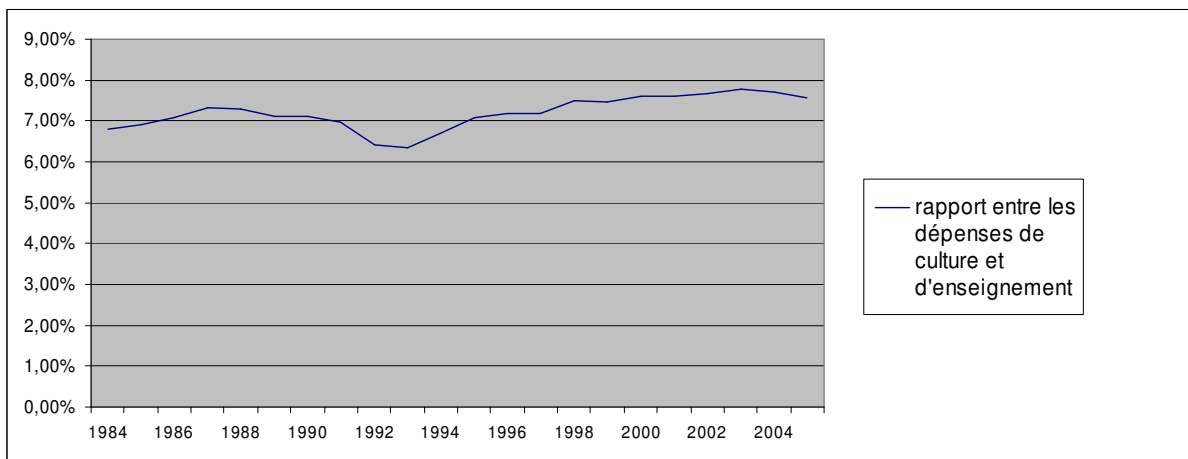
Sources : Documents budgétaires de la Communauté française, Moniteur Belge (3/02/1983, 2/08/1983, 5/08/1983, 14/12/1983, 9/08/1984, 10/10/1985, 6/08/1988, 19/08/1988, 20/08/1988, 11/02/1989, 4/01/1990, 9/01/1990), calculs OPC.

La part de la culture dans le total des dépenses de culture et d'enseignement représente en moyenne 7,20% entre 1984 et 2005. Elle est en légère augmentation : 6,80% en 1984, 7,57% en 2005. Cela revient à dire que le taux de croissance du premier sous-ensemble est supérieur à celui du second : le taux de croissance annuel moyen du périmètre des dépenses culturelles présentées ici s'élève en effet à 3,49 %, tandis que celui des dépenses d'enseignement est de 2,92 %.

À neuf reprises entre 1984 et 2005, le taux de croissance annuel de la part de la culture dans l'ensemble composé des dépenses de culture et d'enseignement de la Communauté française est négatif.

Alors que le ratio calculé est en baisse de 1989 à 1993, il est vraisemblable que l'augmentation de la part de la culture qui se dessine à partir de 1994 est principalement expliquée par les mesures de rationalisation prises en matière d'enseignement à cette époque.

Graphique 7. Rapport entre les dépenses de culture (noyau dur) et les dépenses d'enseignement de 1984 à 2005



Sources : documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC

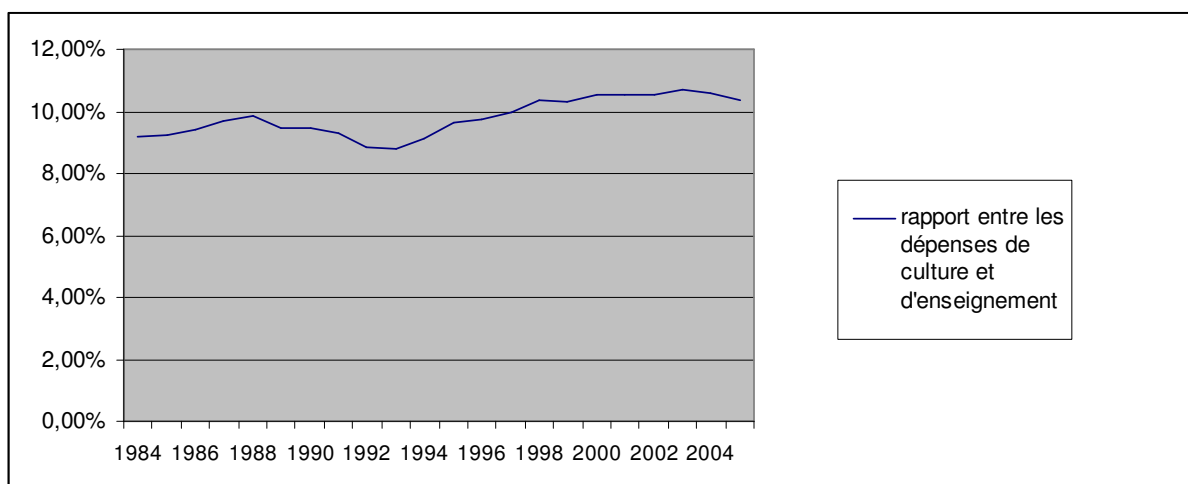
1.5.2. Périmètre élargi des dépenses culturelles

En élargissant le périmètre culturel, la part de la culture dans les dépenses d'enseignement et de culture passe de 7,20% à 9,80 % en moyenne sur la période considérée.

Le taux de croissance annuel moyen passe lui de 0,51% à 0,67%.

On observe des valeurs négatives des taux de croissance pour les mêmes années que lors de l'analyse du noyau dur.

Graphique 8. Rapport entre les dépenses de culture et d'enseignement selon le périmètre élargi de 1984 à 2005



Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Tableau 8. Évolution des dépenses de culture élargies et d'enseignement entre 1981 à 2005

	En euros courants			Part de culture dans les dépenses de culture et d'enseignement	Taux de croissance annuel
	Dépenses de culture	Dépenses d'enseignement	Dépenses de culture et d'enseignement		
1984	270.198.984	2.709.828.235	2.980.027.219	9,07%	
1985	289.229.770	2.882.134.066	3.171.363.836	9,12%	0,59%
1986	299.827.218	2.925.009.730	3.224.836.948	9,30%	1,95%
1987	303.091.976	2.865.364.069	3.168.456.045	9,57%	2,89%
1988	312.318.573	2.906.593.720	3.218.912.293	9,70%	1,43%
1989	325.833.728	3.110.161.403	3.435.995.131	9,48%	-2,26%
1990	336.386.555	3.220.967.330	3.557.353.885	9,46%	-0,28%
1991	351.738.601	3.421.193.409	3.772.932.010	9,32%	-1,41%
1992	348.088.369	3.586.865.609	3.934.953.979	8,85%	-5,11%
1993	364.822.421	3.799.191.371	4.164.013.793	8,76%	-0,96%
1994	395.291.015	3.936.794.588	4.332.085.603	9,12%	4,15%
1995	419.641.867	3.948.636.462	4.368.278.328	9,61%	5,28%
1996	420.350.301	3.891.105.332	4.311.455.634	9,75%	1,49%
1997	442.354.388	3.987.349.993	4.429.704.382	9,99%	2,43%
1998	459.666.689	3.979.811.551	4.439.478.240	10,35%	3,68%
1999	468.949.122	4.087.444.441	4.556.393.563	10,29%	-0,60%
2000	491.316.014	4.183.835.359	4.675.151.373	10,51%	2,11%
2001	511.443.527	4.332.120.308	4.843.563.834	10,56%	0,48%
2002	521.072.000	4.429.554.000	4.950.626.000	10,53%	-0,32%
2003	544.469.000	4.540.229.000	5.084.698.000	10,71%	1,73%
2004	557.462.000	4.697.910.000	5.255.372.000	10,61%	-0,94%
2005	573.523.000	4.956.572.000	5.530.095.000	10,37%	-2,23%
1984-2005					14,38%
tcam					0,67%
moyenne arithmétique des tca					0,61%
variance					0,06%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française, Moniteur Belge (3/02/1983, 2/08/1983, 5/08/1983, 14/12/1983, 9/08/1984, 10/10/1985, 6/08/1988, 19/08/1988, 20/08/1988, 11/02/1989, 4/01/1990, 9/01/1990), calculs OPC.

I.6. Poids des dépenses culturelles dans l'ensemble des dépenses de la Communauté

Depuis 1994, les compétences exercées par la Communauté n'ont plus été modifiées. Nous pouvons donc, pour la période allant de 1994 à 2005, examiner la part que la culture représente dans l'ensemble des dépenses de la Communauté française.

Notons cependant que tous les moyens inscrits au budget des dépenses de la Communauté ne correspondent pas à des moyens attribués directement aux compétences qui sont les siennes. Sont en effet également compris dans cet ensemble des montants alloués au remboursement des charges d'intérêt ou à des transferts vers d'autres niveaux de pouvoirs (Région wallonne, Commission communautaire française). La Communauté verse ainsi à ces deux institutions des moyens pour la gestion de compétences qui leur ont été cédées. Mais ces moyens sont inférieurs au coût que cette gestion représente pour la COCOF et la Région wallonne. Il s'agit en d'autres termes d'un soutien financier de la COCOF et de la Région wallonne en faveur de la Communauté française.

Ces mesures sont entrées en vigueur en 1993. Afin d'avoir une situation homogène sur la période de calcul de ce ratio, celui-ci n'est établi qu'à partir de 1994.

I.6.1. Noyau dur

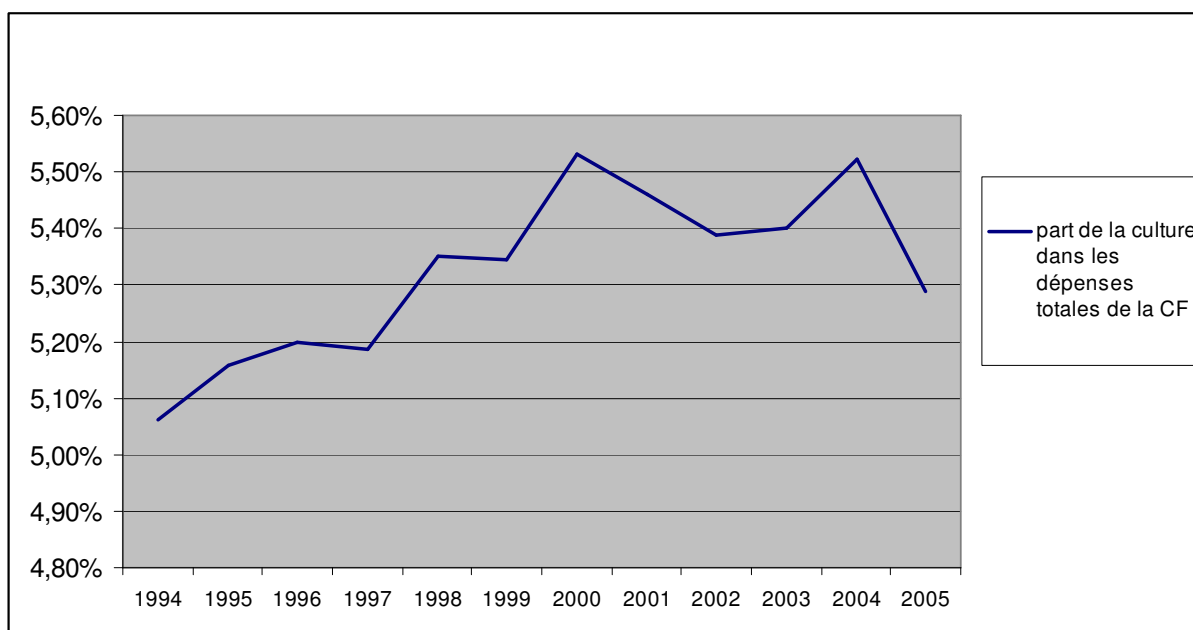
Tableau 9. Part de la culture (noyau dur) dans l'ensemble des dépenses communautaires de 1994 à 2005

	dépenses totales (en euros courants)	dépenses de culture (en euros courants)	culture/total	taux de croissance annuel
1994	5.581.012.843	282.536.644,86	5,06%	
1995	5.851.025.907	301.726.082,61	5,16%	1,86%
1996	5.785.869.573	300.798.960,83	5,20%	0,82%
1997	5.959.742.092	308.989.362,89	5,18%	-0,27%
1998	6.036.427.953	323.099.462,32	5,35%	3,24%
1999	6.160.454.042	329.222.432,38	5,34%	-0,16%
2000	6.224.445.276	344.391.037,16	5,53%	3,53%
2001	6.519.572.433	356.012.285,60	5,46%	-1,31%
2002	6.821.193.000	367.506.000,00	5,39%	-1,34%
2003	7.105.625.000	383.723.000,00	5,40%	0,23%
2004	7.102.819.000	392.193.000,00	5,52%	2,25%
2005	7.676.807.000	406.017.000,00	5,29%	-4,22%
1984-2005	76.824.994.120	4.096.215.268,66	5,32%	4,47%
tcam				0,37%
moyenne arithmétique tca				0,42%
variance				0,05%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Entre 1994 et 2001, la part de la culture est en augmentation quasi chaque année. À partir de 2001, on observe quelques diminutions dues, entre autres, à l'augmentation des dépenses liées à la dette directe de la Communauté française. En effet, ces dépenses de dette augmentent de plus de 350 000 000 euros entre les budgets 2001 ajusté et 2005 ajusté. En 2004, la dette était inférieure à 2003 et 2005, ce qui explique un taux de croissance annuel supérieur de la part des dépenses culturelles dans le budget total.

Graphique 9. Poids de la culture (périmètre restreint) dans le budget communautaire de 1994 à 2005



Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

I.6.2. Périmètre élargi

Tableau 10. Part de la culture (périmètre élargi) dans l'ensemble des dépenses communautaires de 1994 à 2005

	dépenses totales (en euros courants)	dépenses de culture (en euros courants)	culture/total	taux de croissance annuel
1994	5.581.012.843	395.291.015	7,08%	5,21%
1995	5.851.025.907	419.641.867	7,17%	1,26%
1996	5.785.869.573	420.350.301	7,27%	1,30%
1997	5.959.742.092	442.354.388	7,42%	2,16%
1998	6.036.427.953	459.666.689	7,61%	2,59%
1999	6.160.454.042	468.949.122	7,61%	-0,03%
2000	6.224.445.276	491.316.014	7,89%	3,69%
2001	6.519.572.433	511.443.527	7,84%	-0,62%
2002	6.821.193.000	521.072.000	7,64%	-2,62%
2003	7.105.625.000	544.469.000	7,66%	0,31%
2004	7.102.819.000	557.462.000	7,85%	2,43%
2005	7.676.807.000	573.523.000	7,47%	-4,81%
1984-2005				5,48%
tcam				0,25%
moyenne arithmétique tca				0,51%
variance				0,06%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

En prenant en compte le périmètre élargi, on constate que la part de la culture dans le budget de la Communauté française est en augmentation chaque année entre 1994 et 2004. En 2005, elle diminue de 4,81% par rapport à l'année précédente. C'est la forte hausse de la dette directe de 2005 qui pourrait expliquer cette diminution.

II. Évolution des moyens alloués par programme

Après avoir balisé le(s) périmètre(s) des dépenses culturelles de la Communauté et avoir proposé la construction de quelques indicateurs macro-économiques, la présente synthèse se propose de passer en revue, de manière plus détaillée, les principales composantes du périmètre culturel.

Plusieurs divisions organiques du budget seront passées en revue et détaillées au niveau des programmes¹⁶ qui les composent, présentés en bloc.

Le « noyau dur » des crédits culturels figure dans les divisions organiques 20 à 25 du budget. Le rattachement des crédits antérieurs à 1993 à l'organisation budgétaire par programme et à la structure budgétaire 2005, s'effectue presque complètement. Autrement dit, il apparaît qu'une très faible partie des dépenses enregistrées sous les divisions organiques aujourd'hui numérotée 20, 21, 23, 24 et 25 n'a pu être reliée à l'un ou l'autre programme de ces mêmes DO de manière assurée et satisfaisante (les montants sont répertoriés comme tels dans une rubrique « non relié »).

Moyennant cet avertissement, le chapitre présente, pour chaque division, des tableaux qui reprennent :

- les dépenses par programme en euros courants,
- les dépenses par programme en euros constants (année de base 2005),
- les taux de croissance annuels des montants attribués à chaque programme (DO 20 à 25),
- les dépenses par habitant de la Communauté française.

¹⁶ Le détail existe jusqu'au niveau des « activités » et des allocations de base, mais ne sera pas présenté ici.

II.1. Division organique 20 : Affaires générales de la culture

II.1.1. Répartition par programme

La division 20 contient actuellement quatre programmes intitulés :

- 0 : Subsistance,
- 1 : Initiatives et interventions diverses,
- 2 : Centres culturels,
- 3 : Dotation à la Commission communautaire française.

Signalons d'emblée que la subvention aux « Archives et Musée de la Littérature » qui figurait en DO 22 jusqu'en 2003 fait désormais partie du programme 1 de la DO 20. L'allocation de base (AB) a été rétroprojetée selon cette nouvelle classification.

Tableau 1. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 20 (en euros courants)

	0	1	2	3	non relié	total
1984	2.922.665	4.474.478	3.993.565	5.133.875	14.874	16.539.456
1985	1.755.086	4.610.820	5.490.842	5.540.420	12.395	17.409.562
1986	1.727.818	5.708.988	5.627.183	5.733.777	0	18.797.766
1987	2.302.931	3.170.558	6.056.039	5.733.777	5.404.079	22.667.384
1988	1.745.170	4.367.884	6.710.478	5.932.092		18.755.624
1989	1.655.929	4.650.483	7.005.471	6.098.181		19.410.063
1990	1.774.918	4.752.119	7.245.928	7.139.334	24.789	20.937.087
1991	1.901.343	4.883.502	7.768.983	7.585.542		22.139.371
1992	1.888.949	4.256.332	8.091.245	7.915.240		22.151.765
1993	2.156.674	5.664.367	8.710.978	8.237.502		24.769.521
1994	2.394.651	5.518.110	9.315.839	8.443.253		25.671.853
1995	13.644.060	5.716.425	9.836.415	8.552.327		37.749.226
1996	13.463.097	5.523.068	10.176.029	8.552.327		37.714.521
1997	13.294.530	5.443.742	10.612.322	8.552.327		37.902.920
1998	13.289.572	6.229.564	11.484.907	8.639.089		39.643.132
1999	14.868.654	6.846.819	11.730.322	8.639.089		42.084.884
2000	15.208.268	8.534.974	13.076.383	8.738.247		45.557.872
2001	15.332.215	8.173.050	14.804.201	8.867.151		47.176.617
2002	15.257.000	9.036.000	15.613.000	9.000.000		48.906.000
2003	15.716.000	8.874.000	16.864.000	9.060.000		50.514.000
2004	13.329.000	9.084.000	17.313.000	9.162.000		48.888.000
2005	13.159.000	8.955.000	18.650.000	9.162.000		49.926.000
1984-2005	178.787.528	134.474.281	226.177.129	170.417.550	5.456.136	715.312.624

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Le montant important en 1987, non relié à un programme actuel, concerne l'apurement du déficit d'organismes culturels.

L'augmentation importante des moyens enregistrés au programme 0 de 1994 à 1995 s'explique par l'inscription au budget de 1995 d'un crédit variable de 11,155 millions d'euros (soit à l'époque 450 millions de BEF) pour la promotion de l'emploi dans le non-marchand.

Au niveau de 16,539 millions d'euros en 1984, la DO représente 49,926 millions d'euros en fin de période. En termes nominaux, les crédits sont multipliés par 3 et en termes réels par un peu moins de 2.

L'évolution réelle se présente comme suit :

Tableau 2. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 20 (en euros constants)

	0	1	2	3	non relié	total
1984	4.628.864	7.086.598	6.324.936	8.130.939	23.557	26.194.894
1985	2.650.387	6.962.881	8.291.818	8.366.687	18.717	26.290.490
1986	2.576.141	8.511.984	8.390.015	8.548.945		28.027.085
1987	3.380.697	4.654.372	8.890.251	8.417.172	7.933.175	33.275.666
1988	2.532.536	6.338.534	9.738.032	8.608.463		27.217.565
1989	2.330.653	6.545.366	9.859.917	8.582.943		27.318.878
1990	2.414.854	6.465.468	9.858.405	9.713.379	33.727	28.485.833
1991	2.506.385	6.437.520	10.241.212	9.999.396		29.184.512
1992	2.431.079	5.477.905	10.413.442	10.186.924		28.509.351
1993	2.701.245	7.094.648	10.910.544	10.317.512		31.023.949
1994	2.929.596	6.750.807	11.396.915	10.329.402		31.406.721
1995	16.450.518	6.892.241	11.859.676	10.311.462		45.513.897
1996	15.904.427	6.524.593	12.021.299	10.103.162		44.553.480
1997	15.453.365	6.327.725	12.335.606	9.941.098		44.057.794
1998	15.301.752	7.172.786	13.223.842	9.947.138		45.645.518
1999	16.930.829	7.796.424	13.357.233	9.837.269		47.921.753
2000	16.886.817	9.476.987	14.519.635	9.702.695		50.586.134
2001	16.613.083	8.855.834	16.040.959	9.607.922		51.117.799
2002	16.265.458	9.633.262	16.644.989	9.594.883		52.138.593
2003	16.492.811	9.312.625	17.697.555	9.507.818		53.010.809
2004	13.700.278	9.337.034	17.795.251	9.417.206		50.249.769
2005	13.159.000	8.955.000	18.650.000	9.162.000		49.926.000
1984-2005	204.240.774	162.610.592	268.461.531	208.334.415	8.009.176	851.656.488

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Le taux de croissance important de 1987 est la conséquence de la prise en compte du montant consacré à l'apurement des déficits d'organismes culturels. Comme il s'agit d'un montant ponctuel, le taux de croissance est négatif l'année suivante.

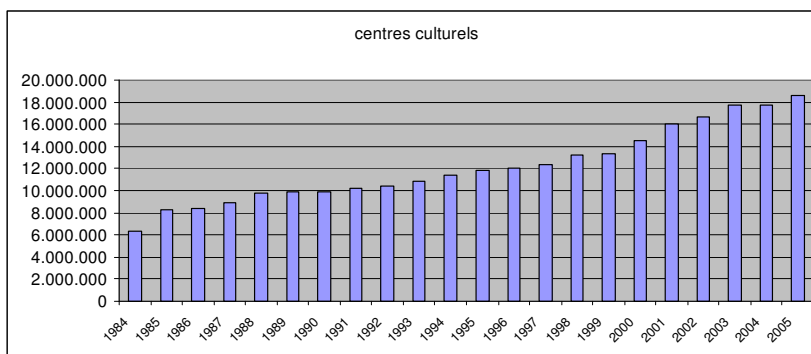
Tableau 3. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 20 (en euros constants)

	0	1	2	3	non relié	total
1984						
1985	-42,74%	-1,75%	31,10%	2,90%		0,36%
1986	-2,80%	22,25%	1,18%	2,18%		6,61%
1987	31,23%	-45,32%	5,96%	-1,54%		18,73%
1988	-25,09%	36,18%	9,54%	2,27%		-18,21%
1989	-7,97%	3,26%	1,25%	-0,30%		0,37%
1990	3,61%	-1,22%	-0,02%	13,17%		4,27%
1991	3,79%	-0,43%	3,88%	2,94%		2,45%
1992	-3,00%	-14,91%	1,68%	1,88%		-2,31%
1993	11,11%	29,51%	4,77%	1,28%		8,82%
1994	8,45%	-4,85%	4,46%	0,12%		1,23%
1995	461,53%	2,10%	4,06%	-0,17%		44,92%
1996	-3,32%	-5,33%	1,36%	-2,02%		-2,11%
1997	-2,84%	-3,02%	2,61%	-1,60%		-1,11%
1998	-0,98%	13,35%	7,20%	0,06%		3,60%
1999	10,65%	8,69%	1,01%	-1,10%		4,99%
2000	-0,26%	21,56%	8,70%	-1,37%		5,56%
2001	-1,62%	-6,55%	10,48%	-0,98%		1,05%
2002	-2,09%	8,78%	3,77%	-0,14%		2,00%
2003	1,40%	-3,33%	6,32%	-0,91%		1,67%
2004	-16,93%	0,26%	0,55%	-0,95%		-5,21%
2005	-3,95%	-4,09%	4,80%	-2,71%		-0,64%
1984-2005	184,28%	26,37%	194,86%	12,68%		90,59%
moyenne tca	19,91%	2,63%	5,46%	0,62%		3,67%
tcam	4,86%	1,07%	5,04%	0,54%		2,98%
variance	104,43%	2,88%	0,44%	0,11%		1,34%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

On notera particulièrement la progression du programme 2 (Centres culturels) qui connaît un rythme moyen de croissance (tcam) de plus de 5 % en euros constants sur la période : il est de 6,325 millions d'euros en 1984 (soit un peu plus de 6 millions d'euros si nous l'exprimons en euros de 2005) et affiche 18,650 millions d'euros en 2005.

Graphique 10. Montants enregistrés dans le programme Centres culturels de la DO 20 (en Euros constants) de 1984 à 2005



Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Rapportées à la population, les dépenses de cette DO, en euros constants, représentent 6,67 euros en 1984 et 12,09 euros en 2005.

Tableau 4. Dépenses de la DO 20 par rapport au nombre d'habitants (en euros constants)

	0	1	2	3	non relié	total
1984	1,18	1,80	1,61	2,07	0,01	6,67
1985	0,68	1,77	2,11	2,13	0,00	6,70
1986	0,66	2,17	2,14	2,18		7,15
1987	0,86	1,19	2,27	2,15	2,02	8,49
1988	0,65	1,62	2,48	2,20		6,95
1989	0,59	1,66	2,50	2,18		6,93
1990	0,61	1,64	2,50	2,46	0,01	7,21
1991	0,63	1,63	2,59	2,53		7,37
1992	0,61	1,38	2,62	2,57		7,18
1993	0,68	1,78	2,74	2,59		7,78
1994	0,73	1,69	2,85	2,59		7,86
1995	4,11	1,72	2,96	2,57		11,36
1996	3,97	1,63	3,00	2,52		11,13
1997	3,85	1,58	3,07	2,48		10,98
1998	3,81	1,78	3,29	2,47		11,36
1999	4,21	1,94	3,32	2,44		11,90
2000	4,18	2,35	3,60	2,40		12,53
2001	4,11	2,19	3,96	2,37		12,63
2002	4,00	2,37	4,09	2,36		12,81
2003	4,03	2,28	4,33	2,32		12,96
2004	3,33	2,27	4,33	2,29		12,23
2005	3,19	2,17	4,52	2,22		12,09

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

II.2. Division organique 21 : Promotion des Arts de la scène

II.2.1. Répartition par programme

Cette DO pèse en seconde place dans le noyau dur des dépenses culturelles, après l'Audiovisuel (en ce compris la RTBF). Abstraction faite de la chaîne publique, les Arts de la Scène occupent la première place (en %) dans ce noyau.

Les programmes de la division 21 sont les suivants :

- 1 : Initiatives et interventions diverses,
- 2 : Théâtre,
- 3 : Musique,
- 4 : Arts de la danse,
- 5 : Agence de promotion internationale,
- 6 : Arts du cirque, arts forains et de la rue.

Tableau 15. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 21 (en euros courants)

	1	2	3	4	5	6	non relié	total
1984	1.896.385	15.106.631	11.360.960	2.107.095			188.399	30.659.471
1985	2.012.895	15.438.809	12.744.206	2.198.816			210.709	32.605.435
1986	1.990.585	16.068.458	12.920.211	2.288.057				33.267.311
1987	1.616.266	16.103.163	13.249.909	2.387.215				33.356.553
1988	1.690.634	16.874.112	13.495.323	2.387.215				34.447.284
1989	1.559.250	17.811.150	14.025.816	2.503.725				35.899.940
1990	1.685.676	18.879.571	14.710.002	2.506.204				37.781.452
1991	1.712.944	19.263.806	15.852.791	2.721.871				39.551.412
1992	1.712.944	20.490.879	16.137.868	3.029.259				41.370.950
1993	1.757.565	20.716.462	17.181.500	3.101.148				42.756.675
1994	1.824.496	21.532.032	17.397.168	3.296.984				44.050.679
1995	1.864.159	22.174.076	17.873.123	3.415.973				45.327.331
1996	1.906.301	22.513.690	18.453.194	3.525.046				46.398.231
1997	1.879.033	22.773.978	18.829.992	3.678.740				47.161.743
1998	1.960.838	23.443.291	19.764.551	3.829.955	86.763			49.085.397
1999	1.831.933	24.566.248	20.991.624	4.028.270	101.636			51.519.711
2000	2.937.538	26.331.250	22.565.748	4.209.232	118.989	371.840		56.534.597
2001	4.395.152	27.858.274	23.359.007	4.833.924	118.989	359.446		60.924.792
2002	3.087.000	28.409.000	25.453.000	4.957.000	124.000	496.000		62.526.000
2003	4.734.000	28.279.000	25.633.000	5.039.000	107.000	515.000		64.307.000
2004	4.470.000	29.401.000	26.639.000	5.168.000	107.000	535.000		66.320.000
2005	4.834.000	30.228.000	27.782.000	5.171.000	107.000	535.000		68.657.000
1984-2005	53.359.597	484.262.880	406.419.992	76.383.726	871.377	2.812.286	399.109	1.024.508.966

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

En début de série, les données relatives à la danse et à la musique ne sont pas historiquement distinguables dans les budgets. Il a néanmoins été possible de reconstituer les grandes lignes d'évolution des deux programmes avec l'identification des moyens attribués à Charleroi Danse, à l'Opéra royal de Wallonie et à l'Orchestre Philharmonique de Liège

Les montants « non reliés » de 1984 et 1985 reprennent principalement des allocations qui concernent indistinctement la musique, le théâtre ou la danse et n'ont pu dès lors être ventilées dans ces programmes.

Le programme consacré aux agences de promotion internationale est créé en 1998. Les moyens octroyés aux arts du cirque, arts forains et de la rue ne figurent de façon nominative au budget que depuis 2000.

Au niveau de 30,659 millions d'euros en 1984, la DO représente un peu plus de 68 millions d'euros en fin de période, soit une multiplication par 2,24.

En euros constants, les séries se présentent comme suit :

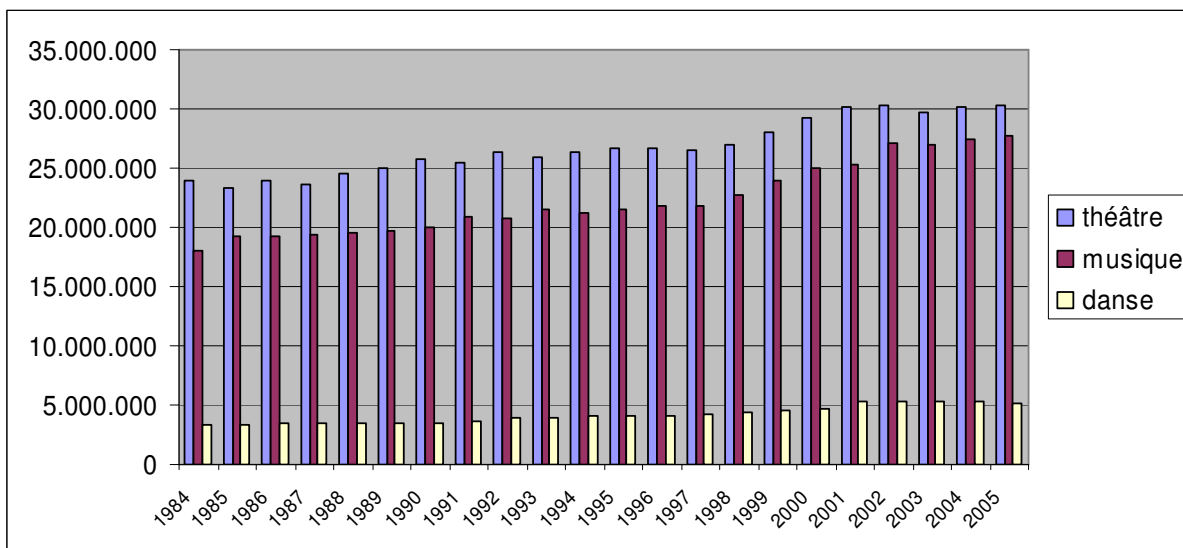
Tableau 16. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 21 (en euros constants)

	1	2	3	4	5	6	non relié	total
1984	3.003.461	23.925.612	17.993.285	3.337.179			298.383	48.557.921
1985	3.039.709	23.314.420	19.245.252	3.320.470			318.196	49.238.048
1986	2.967.922	23.957.743	19.263.770	3.411.447				49.600.881
1987	2.372.674	23.639.406	19.450.835	3.504.425				48.967.341
1988	2.453.394	24.487.175	19.583.984	3.464.250				49.988.803
1989	2.194.582	25.068.473	19.740.768	3.523.891				50.527.713
1990	2.293.437	25.686.491	20.013.608	3.409.801				51.403.336
1991	2.258.034	25.393.891	20.897.431	3.588.019				52.137.374
1992	2.204.561	26.371.787	20.769.457	3.898.660				53.244.466
1993	2.201.359	25.947.472	21.519.915	3.884.203				53.552.950
1994	2.232.073	26.342.099	21.283.542	4.033.501				53.891.215
1995	2.247.600	26.735.081	21.549.461	4.118.607				54.650.749
1996	2.251.980	26.596.208	21.799.402	4.164.260				54.811.850
1997	2.184.160	26.472.135	21.887.704	4.276.113				54.820.113
1998	2.257.729	26.992.850	22.757.111	4.409.850	99.900			56.517.440
1999	2.086.009	27.973.410	23.903.010	4.586.962	115.733			58.665.123
2000	3.261.757	29.237.453	25.056.349	4.673.809	132.122	412.881		62.774.370
2001	4.762.328	30.185.583	25.310.442	5.237.755	128.929	389.474		66.014.510
2002	3.291.045	30.286.780	27.135.394	5.284.648	132.196	528.785		66.658.849
2003	4.967.992	29.676.776	26.899.990	5.288.068	112.289	540.455		67.485.570
2004	4.594.511	30.219.961	27.381.026	5.311.954	109.980	549.902		68.167.335
2005	4.834.000	30.228.000	27.782.000	5.171.000	107.000	535.000		68.657.000
1984-2005	63.960.317	588.738.806	491.223.738	91.898.872	938.149	2.956.497	616.579	1.240.332.958

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Les moyens réels de la DO sont multipliés quasiment par 1,41 entre 1984 et 2005.

Graphique 11. Montants enregistrés aux programmes « théâtre », « musique » et « arts de la danse » de la DO 21 en euros constants



Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Comparant la croissance des programmes « Théâtre », « Musique » et « Danse », on observe que les deux derniers affichent des rythmes de progression assez voisins : en euros constants, 1,99 % pour la Musique et 2,01 % pour la Danse. Le programme Théâtre affiche quant à lui un taux de croissance annuel moyen réel de 1,07 %.

Les initiatives et interventions diverses (Programme 1) ont une croissance annuelle moyenne de 2,2% sur la période considérée, soit supérieure à celle des autres programmes. Les initiatives et interventions diverses comportent entre autres les moyens alloués à la Maison du spectacle – la Bellone.

Tableau 17. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 21 (en euros constants)

	1	2	3	4	5	6	non relié	total
1984								
1985	1,21%	-2,55%	6,96%	-0,50%			6,64%	1,40%
1986	-2,36%	2,76%	0,10%	2,74%				0,74%
1987	-20,06%	-1,33%	0,97%	2,73%				-1,28%
1988	3,40%	3,59%	0,68%	-1,15%				2,09%
1989	-10,55%	2,37%	0,80%	1,72%				1,08%
1990	4,50%	2,47%	1,38%	-3,24%				1,73%
1991	-1,54%	-1,14%	4,42%	5,23%				1,43%
1992	-2,37%	3,85%	-0,61%	8,66%				2,12%
1993	-0,15%	-1,61%	3,61%	-0,37%				0,58%
1994	1,40%	1,52%	-1,10%	3,84%				0,63%
1995	0,70%	1,49%	1,25%	2,11%				1,41%
1996	0,19%	-0,52%	1,16%	1,11%				0,29%
1997	-3,01%	-0,47%	0,41%	2,69%				0,02%
1998	3,37%	1,97%	3,97%	3,13%				3,10%
1999	-7,61%	3,63%	5,04%	4,02%	16%			3,80%
2000	56,36%	4,52%	4,83%	1,89%	14%			7,00%
2001	46,00%	3,24%	1,01%	12,07%	-2%	-5,67%		5,16%
2002	-30,89%	0,34%	7,21%	0,90%	3%	35,77%		0,98%
2003	50,95%	-2,01%	-0,87%	0,06%	-15%	2,21%		1,24%
2004	-7,52%	1,83%	1,79%	0,45%	-2%	1,75%		1,01%
2005	5,21%	0,03%	1,46%	-2,65%	-3%	-2,71%		0,72%
1984-2005	60,95%	26,34%	54,40%	54,95%	7,11%	29,58%		41,39%
moyenne tca	4,15%	1,14%	2,12%	2,16%	2,18%	10,15%	6,64%	1,68%
tcam	2,19%	1,07%	1,99%	2,01%	0,86%	4,41%		1,59%
variance	4,60%	0,05%	0,06%	0,12%	1,15%	2,83%		0,03%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Les montants enregistrés sous cette division organique sont à de rares exceptions près en constante augmentation réelle, et entre 1998 et 2001, la progression annuelle réelle est supérieure à 3 %. Pour les trois années les plus récentes, les taux de croissance diminuent de façon importante.

Les moyens alloués par habitant aux Arts de la scène sont en quasi constante augmentation au cours de la période.

Rapportées à la population, les dépenses de cette DO représentent 16,63 euros en 2005.

Les programmes « Théâtre » et « Musique » bénéficient de la plus grande partie des moyens de cette DO.

Tableau 18. Dépenses de la DO 21 par rapport au nombre d'habitants (en euros constants)

	1	2	3	4	5	6	non relié	total
1984	0,76	6,09	4,58	0,85			0,08	12,36
1985	0,77	5,94	4,90	0,85			0,08	12,54
1986	0,76	6,11	4,91	0,87				12,65
1987	0,61	6,03	4,96	0,89				12,50
1988	0,63	6,25	5,00	0,88				12,76
1989	0,56	6,36	5,00	0,89				12,81
1990	0,58	6,51	5,07	0,86				13,02
1991	0,57	6,41	5,28	0,91				13,17
1992	0,56	6,64	5,23	0,98				13,42
1993	0,55	6,51	5,40	0,97				13,44
1994	0,56	6,59	5,33	1,01				13,49
1995	0,56	6,68	5,38	1,03				13,64
1996	0,56	6,64	5,44	1,04				13,69
1997	0,54	6,60	5,46	1,07				13,67
1998	0,56	6,72	5,66	1,10	0,02			14,06
1999	0,52	6,95	5,94	1,14	0,03			14,57
2000	0,81	7,24	6,21	1,16	0,03	0,10		15,55
2001	1,18	7,46	6,25	1,29	0,03	0,10		16,31
2002	0,81	7,44	6,67	1,30	0,03	0,13		16,38
2003	1,21	7,26	6,58	1,29	0,03	0,13		16,50
2004	1,12	7,36	6,66	1,29	0,03	0,13		16,59
2005	1,17	7,32	6,73	1,25	0,03	0,13		16,63

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

II.3. Division organique 22 : Livre

II.3.1. Répartition par programme

La division 22 est subdivisée en six programmes intitulés :

- 0 : Subsistance administration,
- 1 : Lecture publique,
- 2 : Lettres françaises et promotion du livre,
- 3 : Langues régionales endogènes,
- 4 : Langue française,
- 5 : Informatique.

Rappelons que la subvention « Archives et Musée de la Littérature » fait à présent partie de la DO 22 et non plus de la DO 20.

Tableau 19. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 22 (en euros courants)

	0	1	2	3	4	5	total
1984		3.993.565	1.470.009	27.268		49.579	5.540.420
1985		4.291.037	1.896.385	29.747	123.947	24.789	6.365.906
1986		4.553.804	1.824.496	29.747		24.789	6.432.837
1987		4.950.434	1.762.523	29.747	123.947	24.789	6.891.440
1988		6.539.431	2.221.126	37.184	148.736	74.368	9.020.845
1989		7.439.285	2.178.984	37.184	141.299	74.368	9.871.120
1990		7.020.345	2.079.827	37.184	156.173	143.778	9.437.306
1991		5.210.722	2.270.705	37.184	141.299	168.568	7.828.478
1992		6.802.198	2.092.221	49.579	106.594	240.457	9.291.049
1993		7.270.717	1.655.929	49.579	156.173	49.579	9.181.976
1994		7.828.478	1.849.286	49.579	200.794	49.579	9.977.714
1995		7.997.045	1.953.401	49.579	218.146	148.736	10.366.907
1996		8.408.548	2.097.179	89.242	203.273	223.104	11.021.346
1997		8.522.579	2.233.521	61.973	218.146	71.889	11.108.109
1998		8.743.205	2.268.226	91.721	228.062	260.288	11.591.501
1999	12.395	8.924.167	2.397.130	99.157	240.457	247.894	11.921.200
2000	12.395	10.230.566	2.575.614	111.552	245.415	220.625	13.396.166
2001	81.805	10.656.943	2.783.844	111.552	339.614	247.894	14.221.652
2002	82.000	10.656.000	3.170.000	112.000	240.000	327.000	14.587.000
2003	82.000	11.329.000	3.281.000	125.000	240.000	341.000	15.398.000
2004	82.000	11.238.000	3.411.000	125.000	244.000	321.000	15.421.000
2005	82.000	11.472.000	3.353.000	125.000	204.000	361.000	15.597.000
1984-2005	434.594	174.078.067	50.825.406	1.515.758	3.920.075	3.695.073	234.468.973

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Considérant l'ensemble de la série, les moyens de la DO sont multipliés par 2,8 entre 1984 et 2005 en termes nominaux. En termes réels, les moyens consacrés au Livre sont multipliés par 1,77 (taux de croissance moyen : 2,65 %).

Tableau 20. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 22 (en euros constants)

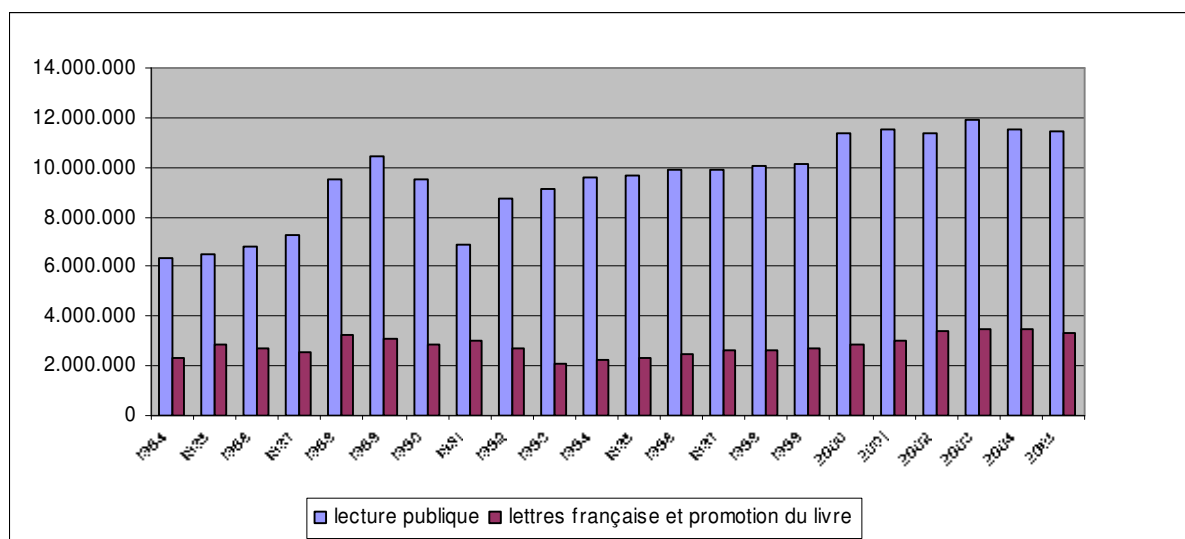
	0	1	2	3	4	5	total
1984		6.324.936	2.328.173	43.187		78.522	8.774.818
1985		6.479.971	2.863.765	44.922	187.174	37.435	9.613.267
1986		6.789.629	2.720.287	44.353		36.960	9.591.229
1987		7.267.225	2.587.380	43.669	181.954	36.391	10.116.618
1988		9.489.815	3.223.227	53.960	215.841	107.921	13.090.764
1989		10.470.492	3.066.832	52.335	198.873	104.670	13.893.202
1990		9.551.489	2.829.696	50.591	212.480	195.617	12.839.873
1991		6.868.866	2.993.283	49.017	186.263	222.209	10.319.638
1992		8.754.438	2.692.692	63.808	137.187	309.468	11.957.592
1993		9.106.610	2.074.059	62.098	195.607	62.098	11.500.471
1994		9.577.291	2.262.400	60.654	245.649	60.654	12.206.648
1995		9.641.964	2.355.198	59.777	263.017	179.330	12.499.285
1996		9.933.312	2.477.471	105.424	240.133	263.561	13.019.901
1997		9.906.520	2.596.211	72.037	253.570	83.563	12.911.901
1998		10.067.017	2.611.659	105.608	262.593	299.699	13.346.576
1999	14.114	10.161.884	2.729.595	112.910	273.806	282.275	13.574.584
2000	13.763	11.359.722	2.859.886	123.864	272.501	244.976	14.874.713
2001	88.639	11.547.234	3.016.409	120.871	367.986	268.603	15.409.743
2002	87.420	11.360.341	3.379.531	119.403	255.864	348.614	15.551.173
2003	86.053	11.888.971	3.443.173	131.179	251.863	357.855	16.159.093
2004	84.284	11.551.033	3.506.013	128.482	250.797	329.941	15.850.550
2005	82.000	11.472.000	3.353.000	125.000	204.000	361.000	15.597.000
1984-2005	456.273	209.570.761	61.969.942	1.773.147	4.657.158	4.271.359	282.698.640

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Les deux principaux programmes sont la « Lecture publique » (1) et les « Lettres françaises et la promotion du livre ». (2)

Le rythme de croissance (tcam) du premier programme s'élève à 4,91% eu euros courants et à 2,74 % en euros constants. Les « lettres » progressent au rythme nominal de 3,82 % et de 1,67% en termes réels.

Graphique 12. Montants enregistrés aux programmes Lecture publique et Lettres françaises et promotion du livre de la DO 22 en euros constants



Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Tableau 5 Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 22 (en euros constants)

	0	1	2	3	4	5	total
1984							
1985		2,45%	23,00%	4,02%		-52,33%	9,56%
1986		4,78%	-5,01%	-1,27%		-1,27%	-0,23%
1987		7,03%	-4,89%	-1,54%		-1,54%	5,48%
1988		30,58%	24,57%	23,57%	18,62%	196,56%	29,40%
1989		10,33%	-4,85%	-3,01%	-7,86%	-3,01%	6,13%
1990		-8,78%	-7,73%	-3,33%	6,84%	86,89%	-7,58%
1991		-28,09%	5,78%	-3,11%	-12,34%	13,59%	-19,63%
1992		27,45%	-10,04%	30,18%	-26,35%	39,27%	15,87%
1993		4,02%	-22,97%	-2,68%	42,58%	-79,93%	-3,82%
1994		5,17%	9,08%	-2,32%	25,58%	-2,32%	6,14%
1995		0,68%	4,10%	-1,45%	7,07%	195,66%	2,40%
1996		3,02%	5,19%	76,36%	-8,70%	46,97%	4,17%
1997		-0,27%	4,79%	-31,67%	5,60%	-68,29%	-0,83%
1998		1,62%	0,60%	46,60%	3,56%	258,65%	3,37%
1999		0,94%	4,52%	6,91%	4,27%	-5,81%	1,71%
2000	-2,49%	11,79%	4,77%	9,70%	-0,48%	-13,21%	9,58%
2001	544,05%	1,65%	5,47%	-2,42%	35,04%	9,64%	3,60%
2002	-1,38%	-1,62%	12,04%	-1,21%	-30,47%	29,79%	0,92%
2003	-1,56%	4,65%	1,88%	9,86%	-1,56%	2,65%	3,91%
2004	-2,06%	-2,84%	1,83%	-2,06%	-0,42%	-7,80%	-1,91%
2005	-2,71%	-0,68%	-4,36%	-2,71%	-18,66%	9,41%	-1,60%
1984-2005		81,38%	44,02%	189,44%	159,80%	864,34%	77,75%
moyenne tca		3,52%	2,27%	7,07%	2,35%	69,00%	3,17%
tcam		2,74%	1,67%	4,95%	4,44%	7,18%	2,65%
variance		1,36%	1,11%	4,87%	3,74%	75,06%	0,86%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Les dépenses publiques par habitant de la DO 22 s'élèvent à 3,78 euros en 2005.

Tableau 22. Dépenses de la DO 22 par rapport au nombre d'habitants (en euros constants)

	0	1	2	3	4	5	total
1984		1,61	0,59	0,01		0,02	2,23
1985		1,65	0,73	0,01	0,05	0,01	2,45
1986		1,73	0,69	0,01		0,01	2,45
1987		1,85	0,66	0,01	0,05	0,01	2,58
1988		2,42	0,82	0,01	0,06	0,03	3,34
1989		2,65	0,78	0,01	0,05	0,03	3,52
1990		2,42	0,72	0,01	0,05	0,05	3,25
1991		1,73	0,76	0,01	0,05	0,06	2,61
1992		2,21	0,68	0,02	0,03	0,08	3,01
1993		2,29	0,52	0,02	0,05	0,02	2,89
1994		2,40	0,57	0,02	0,06	0,02	3,06
1995		2,41	0,59	0,01	0,07	0,04	3,12
1996		2,48	0,62	0,03	0,06	0,07	3,25
1997		2,47	0,65	0,02	0,06	0,02	3,22
1998		2,50	0,65	0,03	0,07	0,07	3,32
1999	0,00	2,52	0,68	0,03	0,07	0,07	3,37
2000	0,00	2,81	0,71	0,03	0,07	0,06	3,69
2001	0,02	2,85	0,75	0,03	0,09	0,07	3,81
2002	0,02	2,79	0,83	0,03	0,06	0,09	3,82
2003	0,02	2,91	0,84	0,03	0,06	0,09	3,95
2004	0,02	2,81	0,85	0,03	0,06	0,08	3,86
2005	0,02	2,78	0,81	0,03	0,05	0,09	3,78

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

II.4. Division organique 23 : Jeunesse et Éducation permanente

II.4.1. Répartition par programme

Les matières couvertes par la division 23 sont réparties en quatre programmes :

- 1 : Initiatives et interventions diverses,
- 2 : Jeunesse,
- 3 : Education permanente,
- 4 : Activités socio-culturelles.

Tableau 23. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 23 (en euros courants)

	1	2	3	4	non relié	total
1984	54.537	6.182.465	11.462.597	627.171		18.326.768
1985	57.016	6.931.103	12.602.907	661.876		20.252.901
1986	61.973	6.871.609	12.927.647	681.707	99.157	20.642.094
1987	57.016	7.067.444	13.036.720	951.911		21.113.092
1988	118.989	7.300.464	13.748.175	1.001.490		22.169.118
1989	12.395	7.322.775	14.402.614	1.100.647		22.838.430
1990	12.395	7.521.090	14.377.824	1.075.858		22.987.167
1991	12.395	8.222.628	14.447.235	1.053.547		23.735.805
1992	275.162	8.299.475	14.325.767	1.147.747		24.048.151
1993	12.395	8.577.116	14.960.374	1.135.352		24.685.237
1994	12.395	9.124.961	15.319.820	1.033.716		25.490.891
1995	12.395	9.377.812	15.604.897	1.098.168		26.093.272
1996	12.395	9.692.637	15.862.707	892.417		26.460.155
1997	12.395	9.928.136	16.249.421	800.696		26.990.647
1998	12.395	10.228.087	16.517.146	825.485		27.583.113
1999	9.916	10.523.080	17.625.230	855.233		29.013.458
2000	9.916	12.335.182	18.130.932	929.601		31.405.631
2001	12.395	12.972.268	18.621.762	880.022		32.486.446
2002	12.000	13.588.000	19.427.000	930.000		33.957.000
2003	12.000	15.920.000	22.922.000	930.000		39.784.000
2004	12.000	16.525.000	24.029.000	1.126.000		41.692.000
2005	6.000	19.031.000	26.701.000	1.188.000		46.926.000
1984-2005	810.470	223.542.330	363.302.773	20.926.644	99.157	608.681.376

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

La seule allocation non reliée à un programme actuel contient des dépenses relatives à l'année internationale de la Paix des Nations Unies.

Trois allocations intitulées « Indexation » gonflent les sommes reliées au programme 1 en 1992.

Du montant initial de 18,327 millions d'euros en 1984, les moyens de cette DO se chiffrent en 2005 à un peu plus de 46,926 millions d'euros, soit une multiplication par 2,56 et un taux de croissance moyen de 4,16 % (euros courants). En termes réels, la multiplication se chiffre à 1,61 soit un rythme de croissance moyen de 2,21 %. La progression n'est cependant pas

régulière. En termes constants, le niveau de dépenses enregistré en 1988 n'est atteint à nouveau qu'en 1999.

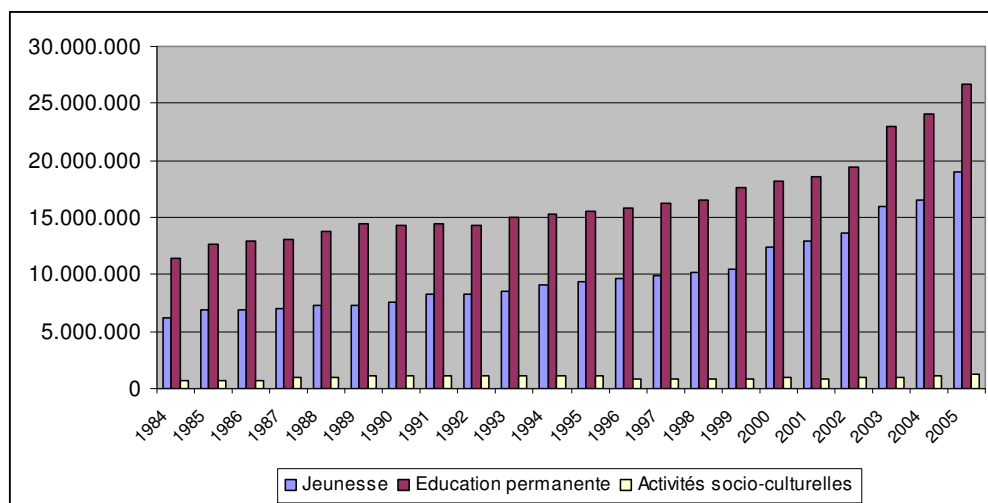
Tableau 24. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 23 (en euros constants)

	1	2	3	4	non relié	total
1984	86.374	9.791.676	18.154.255	993.302		29.025.607
1985	86.100	10.466.782	19.031.874	999.510		30.584.266
1986	92.401	10.245.428	19.274.858	1.016.412	147.842	30.776.940
1987	83.699	10.374.992	19.137.875	1.397.403		30.993.969
1988	172.673	10.594.202	19.950.914	1.453.330		32.171.119
1989	17.445	10.306.509	20.271.096	1.549.116		32.144.167
1990	16.864	10.232.775	19.561.666	1.463.752		31.275.057
1991	16.339	10.839.215	19.044.601	1.388.805		31.288.960
1992	354.134	10.681.435	18.437.280	1.477.152		30.950.001
1993	15.524	10.742.881	18.737.944	1.422.034		30.918.383
1994	15.164	11.163.397	18.742.133	1.264.639		31.185.333
1995	14.944	11.306.742	18.814.682	1.324.052		31.460.420
1996	14.642	11.450.250	18.739.169	1.054.243		31.258.305
1997	14.407	11.540.318	18.888.086	930.717		31.373.529
1998	14.271	11.776.726	19.018.014	950.473		31.759.485
1999	11.291	11.982.555	20.069.722	973.847		33.037.415
2000	11.010	13.696.626	20.132.059	1.032.202		34.871.897
2001	13.430	14.055.985	20.177.442	953.540		35.200.397
2002	12.793	14.486.141	20.711.087	991.471		36.201.493
2003	12.593	16.706.895	24.054.990	975.968		41.750.446
2004	12.334	16.985.302	24.698.325	1.157.365		42.853.325
2005	6.000	19.031.000	26.701.000	1.188.000		46.926.000
1984-2005	1.094.433	268.457.832	442.349.074	25.957.333	147.842	738.006.513

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

La progression du programme « Jeunesse » (2) suit un rythme annuel moyen de 5,24 % en euros courants, et de 3,07 % en euros constants. Le programme « Éducation permanente » progresse au rythme annuel moyen de 3,92 % en termes nominaux et de 1,77 % en termes réels.

Graphique 13. Montants enregistrés aux programmes Jeunesse, Éducation permanente et Activités socio-culturelles de la DO 23 en euros constants



Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Tableau 25. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 23 (en euros constants)

	1	2	3	4	non relié	total
1984						
1985	-0,32%	6,89%	4,83%	0,63%		5,37%
1986	7,32%	-2,11%	1,28%	1,69%		0,63%
1987	-9,42%	1,26%	-0,71%	37,48%		0,71%
1988	106,30%	2,11%	4,25%	4,00%		3,80%
1989	-89,90%	-2,72%	1,60%	6,59%		-0,08%
1990	-3,33%	-0,72%	-3,50%	-5,51%		-2,70%
1991	-3,11%	5,93%	-2,64%	-5,12%		0,04%
1992	2067,43%	-1,46%	-3,19%	6,36%		-1,08%
1993	-95,62%	0,58%	1,63%	-3,73%		-0,10%
1994	-2,32%	3,91%	0,02%	-11,07%		0,86%
1995	-1,45%	1,28%	0,39%	4,70%		0,88%
1996	-2,02%	1,27%	-0,40%	-20,38%		-0,64%
1997	-1,60%	0,79%	0,79%	-11,72%		0,37%
1998	-0,94%	2,05%	0,69%	2,12%		1,23%
1999	-20,88%	1,75%	5,53%	2,46%		4,02%
2000	-2,49%	14,30%	0,31%	5,99%		5,55%
2001	21,98%	2,62%	0,23%	-7,62%		0,94%
2002	-4,74%	3,06%	2,64%	3,98%		2,84%
2003	-1,56%	15,33%	16,15%	-1,56%		15,33%
2004	-2,06%	1,67%	2,67%	18,59%		2,64%
2005	-51,36%	12,04%	8,11%	2,65%		9,50%
1984-2005	-93,05%	94,36%	47,08%	19,60%		61,67%
moyenne tca	90,95%	3,33%	1,94%	1,45%		2,39%
tcam	-11,42%	3,07%	1,77%	0,82%		2,21%
variance	2066,43%	0,25%	0,19%	1,35%		0,16%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

La dépense par habitant est de 11,37 euros en 2005, dont 4,61 euros sont consacrés à la jeunesse et 6,47 à l'éducation permanente.

Tableau 26. Dépenses de la DO 23 par rapport au nombre d'habitants (en euros constants)

	1	2	3	4	non relié	total
1984	0,02	2,49	4,62	0,25		7,39
1985	0,02	2,67	4,85	0,25		7,79
1986	0,02	2,61	4,92	0,26	0,04	7,85
1987	0,02	2,65	4,88	0,36		7,91
1988	0,04	2,70	5,09	0,37		8,21
1989	0,00	2,61	5,14	0,39		8,15
1990	0,00	2,59	4,95	0,37		7,92
1991	0,00	2,74	4,81	0,35		7,90
1992	0,09	2,69	4,65	0,37		7,80
1993	0,00	2,70	4,70	0,36		7,76
1994	0,00	2,79	4,69	0,32		7,81
1995	0,00	2,82	4,70	0,33		7,85
1996	0,00	2,86	4,68	0,26		7,81
1997	0,00	2,88	4,71	0,23		7,82
1998	0,00	2,93	4,73	0,24		7,90
1999	0,00	2,98	4,99	0,24		8,21
2000	0,00	3,39	4,99	0,26		8,64
2001	0,00	3,47	4,99	0,24		8,70
2002	0,00	3,56	5,09	0,24		8,89
2003	0,00	4,08	5,88	0,24		10,21
2004	0,00	4,13	6,01	0,28		10,43
2005	0,00	4,61	6,47	0,29		11,37

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

II.5. Division organique 24 : Patrimoine et Arts plastiques

II.5.1. Répartition par programme

La division 24 ne contient que deux programmes :

- 1 : Dépenses et subventions diverses en patrimoine culturel,
- 2 : Arts plastiques.

Jusqu'en 1988, les dépenses en lien avec la gestion des monuments et sites étaient également enregistrées sous cette division. Cette matière a été transférée à la Région wallonne à partir de 1989 et n'est donc pas reprise dans le tableau suivant. Pour donner un ordre de grandeur, en 1988, près de 5 millions d'euros (exprimés en euros de l'époque) étaient consacrés à la gestion de cette compétence.

Le montant important « non relié » (1995 à 2004), s'explique par le fait que, durant la période en question, l'allocation relative aux institutions liées à la Communauté française par contrats-programme ou conventions est globale : elle ne fait pas la distinction entre institutions de patrimoine culturel (programme 1) et institutions d'art plastique (programme 2).

Tableau 27. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 24 (en euros courants)

annee	1	2	non relié	Total
1984	3.946.465	872.585	2.479	4.821.529
1985	3.678.740	1.085.774	2.479	4.766.992
1986	6.772.451	1.130.394	2.479	7.905.325
1987	3.983.649	1.088.253		5.071.902
1988	3.525.046	1.068.421		4.593.467
1989	2.682.208	1.400.598		4.082.806
1990	3.150.727	1.422.909		4.573.636
1991	2.932.580	1.432.825		4.365.405
1992	2.840.860	1.440.261		4.281.121
1993	2.957.370	1.355.978		4.313.347
1994	3.502.736	1.489.840		4.992.576
1995	2.412.004	880.022	2.260.789	5.552.815
1996	2.535.951	855.233	2.716.913	6.108.096
1997	2.645.024	753.596	2.801.197	6.199.817
1998	2.937.538	1.241.947	2.940.017	7.119.502
1999	3.353.999	1.187.410	2.240.957	6.782.367
2000	3.750.629	1.403.077	2.119.490	7.273.196
2001	4.313.347	1.807.144	2.273.184	8.393.675
2002	4.254.000	2.936.000	2.531.000	9.721.000
2003	4.611.000	3.283.000	2.568.000	10.462.000
2004	4.645.000	3.433.000	2.651.000	10.729.000
2005	7.233.000	4.335.000		11.568.000
Total	82.664.324	35.903.267	25.109.984	143.677.574

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Le rythme de progression moyen de cette DO est de 4,06 % en euros courants. Entre 1984 et 2005, les montants alloués à cette DO sont multipliés par 2,4.

Les dépenses enregistrées au programme 1 Dépenses et subventions diverses en patrimoine culturel ont connu une hausse annuelle moyenne de 0,67 % en termes réels. La forte augmentation que connaît le programme 1 en 1986 s'explique par un crédit plus important que les autres années pour l'achat d'œuvres d'art (près de 2,8 millions d'euros en plus qu'en 1985 et 1987).

Le programme 2 Arts plastiques connaît, quant à lui, un taux de croissance annuel moyen de 5,33%

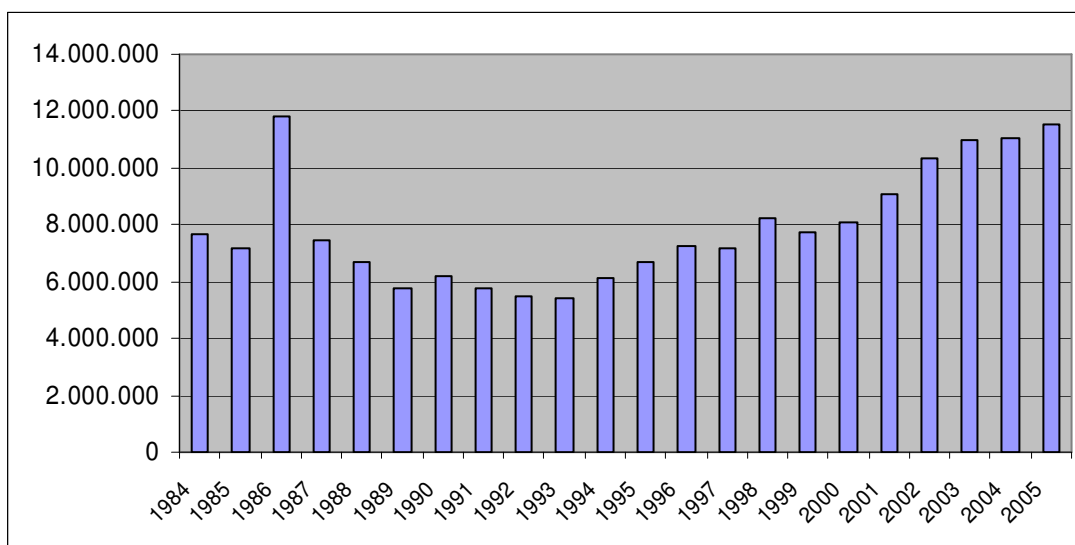
Tableau 28. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 24 (en euros constants)

	1	2	non relié	total
1984	6.250.340	1.381.985	3.926	7.636.251
1985	5.555.331	1.639.646	3.743	7.198.720
1986	10.097.586	1.685.395	3.696	11.786.677
1987	5.847.987	1.597.552		7.445.540
1988	5.115.435	1.550.459		6.665.893
1989	3.775.099	1.971.286		5.746.385
1990	4.286.703	1.935.930		6.222.633
1991	3.865.780	1.888.775		5.754.554
1992	3.656.190	1.853.618		5.509.808
1993	3.704.120	1.698.369		5.402.489
1994	4.285.216	1.822.657		6.107.873
1995	2.908.131	1.061.034	2.725.813	6.694.978
1996	2.995.807	1.010.316	3.209.584	7.215.708
1997	3.074.537	875.969	3.256.070	7.206.576
1998	3.382.312	1.429.990	3.385.167	8.197.469
1999	3.819.175	1.352.095	2.551.762	7.723.032
2000	4.164.589	1.557.936	2.353.420	8.075.945
2001	4.673.689	1.958.114	2.463.088	9.094.891
2002	4.535.181	3.130.064	2.698.294	10.363.539
2003	4.838.913	3.445.272	2.694.931	10.979.116
2004	4.774.386	3.528.626	2.724.843	11.027.855
2005	7.233.000	4.335.000		11.568.000
1984-2005	102.839.507	42.710.090	28.074.337	173.623.934

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

En termes réels la multiplication des moyens de la DO 24 se fait par un facteur de 1,51 soit à un rythme annuel moyen de 1,91 %.

Graphique 14. Montants enregistrés aux programmes de la DO 24 (en euros constants)



Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Tableau 29. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 24 (en euros constants)

	1	2	non relié	total
1984				
1985	-11,12%	18,64%	-4,65%	-5,73%
1986	81,76%	2,79%	-1,27%	63,73%
1987	-42,09%	-5,21%		-36,83%
1988	-12,53%	-2,95%		-10,47%
1989	-26,20%	27,14%		-13,79%
1990	13,55%	-1,79%		8,29%
1991	-9,82%	-2,44%		-7,52%
1992	-5,42%	-1,86%		-4,25%
1993	1,31%	-8,38%		-1,95%
1994	15,69%	7,32%		13,06%
1995	-32,14%	-41,79%		9,61%
1996	3,01%	-4,78%	17,75%	7,78%
1997	2,63%	-13,30%	1,45%	-0,13%
1998	10,01%	63,25%	3,96%	13,75%
1999	12,92%	-5,45%	-24,62%	-5,79%
2000	9,04%	15,22%	-7,77%	4,57%
2001	12,22%	25,69%	4,66%	12,62%
2002	-2,96%	59,85%	9,55%	13,95%
2003	6,70%	10,07%	-0,12%	5,94%
2004	-1,33%	2,42%	1,11%	0,44%
2005	51,50%	22,85%		4,90%
1984-2005	15,72%	213,68%		51,49%
moyenne tca	3,65%	7,97%		3,44%
tcam	0,67%	5,33%		1,91%
variance	6,98%	5,51%		3,32%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Si le taux de croissance annuel moyen est de 1,91 %, on observe que les fluctuations sont importantes d'une année à l'autre. De 1987 à 1993, quasi tous les taux de croissance annuels sont négatifs. À partir de 1994, les moyens consacrés au patrimoine et aux arts plastiques sont par contre en augmentation presque chaque année.

En 2005, la dépense par habitant s'élève à 2,80 euros, soit la valeur la plus haute de dépense par habitant pour cette DO si l'on exclut 1986.

Tableau 30. Dépenses de la DO 24 par rapport au nombre d'habitants (en euros constants)

	1	2	non relié	total
1984	1,59	0,35	0,00	1,94
1985	1,42	0,42	0,00	1,83
1986	2,58	0,43	0,00	3,01
1987	1,49	0,41		1,90
1988	1,31	0,40		1,70
1989	0,96	0,50		1,46
1990	1,09	0,49		1,58
1991	0,98	0,48		1,45
1992	0,92	0,47		1,39
1993	0,93	0,43		1,36
1994	1,07	0,46		1,53
1995	0,73	0,26	0,68	1,67
1996	0,75	0,25	0,80	1,80
1997	0,77	0,22	0,81	1,80
1998	0,84	0,36	0,84	2,04
1999	0,95	0,34	0,63	1,92
2000	1,03	0,39	0,58	2,00
2001	1,15	0,48	0,61	2,25
2002	1,11	0,77	0,66	2,55
2003	1,18	0,84	0,66	2,68
2004	1,16	0,86	0,66	2,68
2005	1,75	1,05		2,80

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

II.6. Division organique 25 : Audiovisuel et Multimédia

II.6.1. Répartition par programme

Les dépenses enregistrées dans la division 25 sont ventilées selon cinq programmes :

- 0 : Subsistance,
- 1 : Initiatives et interventions diverses,
- 2 : Cinéma et vidéo,
- 3 : Radio et télévision,
- 4 : Presse.

Tableau 31. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 25 (en euros courants)

	0	1	2	3	4	total
1984		84.284	6.886.482	114.819.323		121.790.089
1985		66.931	9.345.586	122.580.869		131.993.386
1986		123.947	8.507.706	127.060.305		135.691.958
1987		99.157	8.911.772	128.314.646		137.325.576
1988		624.692	9.194.371	130.302.752		140.121.815
1989		37.184	10.949.457	134.621.058	1.013.885	146.621.583
1990		47.100	10.991.599	139.645.859	1.013.885	151.698.442
1991		52.058	11.170.082	147.077.707	1.013.885	159.313.732
1992		52.058	13.870.882	130.000.322	1.013.885	144.937.147
1993		54.537	14.665.381	131.539.741	5.228.074	151.487.733
1994		240.457	14.402.614	153.225.467	4.484.394	172.352.931
1995	19.831	205.752	13.956.405	157.722.255	4.732.287	176.636.531
1996	19.831	203.273	13.877.080	153.768.353	5.228.074	173.096.612
1997	29.747	919.685	14.380.303	158.907.186	5.228.074	179.464.996
1998	29.747	1.227.073	14.457.150	167.134.772	5.228.074	188.076.817
1999	29.747	1.199.805	14.459.629	166.983.557	5.228.074	187.900.813
2000	29.747	1.142.789	14.563.745	169.259.220	5.228.074	190.223.575
2001	29.747	1.192.368	14.588.534	171.770.381	5.228.074	192.809.105
2002	50.000	1.910.000	14.701.000	175.920.000	5.228.000	197.809.000
2003	30.000	1.816.000	15.234.000	180.950.000	5.228.000	203.258.000
2004	30.000	1.400.000	17.159.000	185.026.000	5.528.000	209.143.000
2005	30.000	1.890.000	17.409.000	191.086.000	2.928.000	213.343.000
1984-2005	328.399	14.589.147	283.681.778	3.337.715.775	68.780.740	3.705.095.840

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Tableau 32. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 25 (en euros constants)

	0	1	2	3	4	total
1984		133.487	10.906.687	181.848.785		192.888.959
1985		101.074	14.112.935	185.111.551		199.325.561
1986		184.802	12.684.816	189.444.319		202.313.937
1987		145.563	13.082.461	188.365.599		201.593.623
1988		906.533	13.342.578	189.091.209		203.340.321
1989		52.335	15.410.918	189.473.691	1.427.001	206.363.945
1990		64.081	14.954.556	189.994.366	1.379.435	206.392.439
1991		68.623	14.724.601	193.880.447	1.336.521	210.010.192
1992		66.998	17.851.843	167.310.582	1.304.871	186.534.294
1993		68.307	18.368.463	164.754.185	6.548.189	189.739.145
1994		294.173	17.620.032	187.454.694	5.486.168	210.855.066
1995	23.911	248.073	16.827.110	190.164.282	5.705.676	212.969.051
1996	23.428	240.133	16.393.478	181.651.924	6.176.107	204.485.070
1997	34.578	1.069.028	16.715.452	184.711.364	6.077.036	208.607.458
1998	34.251	1.412.865	16.646.114	192.440.728	6.019.660	216.553.618
1999	33.873	1.366.209	16.465.075	190.142.971	5.953.171	213.961.299
2000	33.030	1.268.920	16.171.158	187.940.506	5.805.102	211.218.715
2001	32.232	1.291.979	15.807.275	186.120.253	5.664.833	208.916.572
2002	53.305	2.036.247	15.672.708	187.547.974	5.573.561	210.883.795
2003	31.483	1.905.761	15.986.987	189.894.008	5.486.410	213.304.649
2004	30.836	1.438.997	17.636.962	190.179.875	5.681.982	214.968.650
2005	30.000	1.890.000	17.409.000	191.086.000	2.928.000	213.343.000
1984-2005	360.926	16.254.189	344.791.210	4.098.609.313	78.553.721	4.538.569.359

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

De 121,790 millions d'euros en 1984, les moyens de la DO atteignent 213,343 millions d'euros en 2005, soit une multiplication par 1,75 et un taux de croissance annuel moyen de 2,73 %. En euros constants, le taux de croissance annuel moyen est de 0,46 %. Il s'agit donc de la DO qui connaît la croissance la plus faible parmi les DO 20 à 25. Tout accroissement des moyens réels est suivi de peu par une diminution, de sorte qu'il est annulé après deux ou trois ans. De 1999 à 2001, les moyens réels alloués à la division 25 sont en diminution de plus d'1 % par an, chacun des trois programmes principaux étant affecté par des progressions réelles négatives. Entre 2002 et 2004, une légère augmentation en termes réels est observée mais le taux de croissance est négatif pour l'année 2005.

1988 était l'année européenne du Cinéma et de la Télévision et c'est au programme 1 que les dépenses en lien avec cet événement se retrouvent. L'augmentation des moyens consacrés à ce même programme en 1997 est due à la création d'une allocation consacrée à l'achat de matériel pour des organismes culturels et à la mise en place du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel.

Le programme 3 est presque uniquement attribué à la RTBF. L'allure de l'évolution des moyens de cette DO est assez largement commandée par celle des dépenses en faveur de la RTBF.

Des diminutions fortes s'observent en 1992 et 1993 : la Communauté française a en effet réduit la dotation de la RTBF à cette époque et en contrepartie, elle a conclu au nom de cette dernière un emprunt équivalent à cette partie non versée de la dotation.

Cependant, la seule évolution des moyens attribués à la RTBF ne rend pas compte de la faible progression de la DO : les deux autres principaux programmes de la DO (2 et 4) subissent également une érosion en termes réels dans le courant de la fin de la dernière décennie et au début de celle-ci. Ainsi le programme 2, quasi-exclusivement consacré aux subventions à la Médiathèque et à la dotation au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel, connaît un rythme nominal moyen de croissance de 4,31 % et réel de 2,15 % sur longue période (1984-2005), malgré des taux réels de croissance annuelle négatifs en fin de série, sauf en 2003 et 2004.

En 1992, les moyens attribués au programme 3 diminuent de 13 %, et en 1994, ils augmentent de 13 %. En 1992 et 1993, la Communauté française a en effet réduit la dotation de la RTBF, de même que les subventions accordées aux autres organismes d'intérêt public (le CGRI, l'ONE et l'Agence Prévention du SIDA).

En contrepartie, la Communauté a conclu en son nom un emprunt équivalent à cette partie non versée de la dotation. Cet emprunt était garanti par la Communauté. Son remboursement était à charge du budget de la RTBF, mais sa dotation annuelle était augmentée de façon à couvrir intégralement les charges de cet emprunt. Ce mécanisme permettait d'alléger le solde net à financer de la Communauté pour les années 1992 et 1993.

Le Conseil Supérieur des Finances a considéré que cet emprunt, ainsi que ceux relatifs aux trois autres organismes d'intérêt public, faisait partie de la dette débudgétisée de la Communauté. Ces dispositions n'ont donc pas été renouvelées par la suite.

Depuis 1996, les charges de ces emprunts sont directement payées par la Communauté française et ces organismes ne reçoivent donc plus un supplément de subventions pour leur remboursement.

Le programme 4 (destiné à la presse) comprend un crédit non dissocié et un crédit variable (alimenté par une partie des recettes issues de la publicité des chaînes de télévision). Contrairement aux années précédentes, l'estimation 2005 du crédit variable ne figure pas dans le programme 4. Dans les faits, il s'est élevé à 3.751.413 euros.

Tableau 33. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 25 (en euros constants)

	0	1	2	3	4	total
1984						
1985		-24,28%	29,40%	1,79%		3,34%
1986		82,84%	-10,12%	2,34%		1,50%
1987		-21,23%	3,13%	-0,57%		-0,36%
1988		522,78%	1,99%	0,39%		0,87%
1989		-94,23%	15,50%	0,20%		1,49%
1990		22,44%	-2,96%	0,27%	-3,33%	0,01%
1991		7,09%	-1,54%	2,05%	-3,11%	1,75%
1992		-2,37%	21,24%	-13,70%	-2,37%	-11,18%
1993		1,95%	2,89%	-1,53%	401,83%	1,72%
1994		330,66%	-4,07%	13,78%	-16,22%	11,13%
1995		-15,67%	-4,50%	1,45%	4,00%	1,00%
1996	-2,02%	-3,20%	-2,58%	-4,48%	8,24%	-3,98%
1997	47,59%	345,18%	1,96%	1,68%	-1,60%	2,02%
1998	-0,94%	32,16%	-0,41%	4,18%	-0,94%	3,81%
1999	-1,10%	-3,30%	-1,09%	-1,19%	-1,10%	-1,20%
2000	-2,49%	-7,12%	-1,79%	-1,16%	-2,49%	-1,28%
2001	-2,42%	1,82%	-2,25%	-0,97%	-2,42%	-1,09%
2002	65,38%	57,61%	-0,85%	0,77%	-1,61%	0,94%
2003	-40,94%	-6,41%	2,01%	1,25%	-1,56%	1,15%
2004	-2,06%	-24,49%	10,32%	0,15%	3,56%	0,78%
2005	-2,71%	31,34%	-1,29%	0,48%	-48,47%	-0,76%
1984-2005	25,47%	1315,87%	59,62%	5,08%	105,19%	10,60%
moyenne tca	5,83%	58,74%	2,62%	0,34%	20,78%	0,56%
tcam	2,08%	12,80%	2,15%	0,23%	4,32%	0,46%
variance	8,78%	226,48%	0,86%	0,22%	104,88%	0,15%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

La dépense moyenne par habitant s'élève à 51,67 euros en 2005, dont 46,28 euros consacrés à la radio et à la télévision.

Tableau 34. Dépenses de la DO 25 par rapport au nombre d'habitants (en euros constants)

	0	1	2	3	4	total
1984		0,03	2,78	46,30		49,11
1985		0,03	3,60	47,16		50,78
1986		0,05	3,24	48,32		51,60
1987		0,04	3,34	48,08		51,45
1988		0,23	3,40	48,25		51,89
1989		0,01	3,91	48,04	0,36	52,32
1990		0,02	3,79	48,12	0,35	52,28
1991		0,02	3,72	48,97	0,34	53,04
1992		0,02	4,50	42,16	0,33	47,00
1993		0,02	4,61	41,34	1,64	47,61
1994		0,07	4,41	46,92	1,37	52,78
1995	0,01	0,06	4,20	47,48	1,42	53,17
1996	0,01	0,06	4,09	45,37	1,54	51,07
1997	0,01	0,27	4,17	46,04	1,51	52,00
1998	0,01	0,35	4,14	47,88	1,50	53,88
1999	0,01	0,34	4,09	47,23	1,48	53,15
2000	0,01	0,31	4,01	46,56	1,44	52,33
2001	0,01	0,32	3,91	45,99	1,40	51,62
2002	0,01	0,50	3,85	46,08	1,37	51,81
2003	0,01	0,47	3,91	46,43	1,34	52,15
2004	0,01	0,35	4,29	46,29	1,38	52,32
2005	0,01	0,46	4,22	46,28	0,71	51,67

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

II.7. Le noyau dur des dépenses culturelles

Les observations peuvent être résumées en termes de poids occupé par chaque DO au sein du périmètre du noyau dur des matières culturelles.

Les tableaux qui font suite établissent l'évolution de la position relative des DO 20 à 25, et rappellent quelle a été la croissance de chacune d'elles (ainsi que le taux de croissance annuel moyen réel).

Tableau 35. Montants enregistrés aux DO 20 à 25 de 1984 à 2005 (en euros constants)

	DO 20	DO 21	DO 22	DO 23	DO 24	DO 25	total
1984	26.194.894	48.557.921	8.774.818	29.025.607	7.636.251	192.888.959	313.078.450
1985	26.290.490	49.238.048	9.613.267	30.584.266	7.198.720	199.325.561	322.250.352
1986	28.027.085	49.600.881	9.591.229	30.776.940	11.786.677	202.313.937	332.096.749
1987	33.275.666	48.967.341	10.116.618	30.993.969	7.445.540	201.593.623	332.392.756
1988	27.217.565	49.988.803	13.090.764	32.171.119	6.665.893	203.340.321	332.474.464
1989	27.318.878	50.527.713	13.893.202	32.144.167	5.746.385	206.363.945	335.994.290
1990	28.485.833	51.403.336	12.839.873	31.275.057	6.222.633	206.392.439	336.619.170
1991	29.184.512	52.137.374	10.319.638	31.288.960	5.754.554	210.010.192	338.695.230
1992	28.509.351	53.244.466	11.957.592	30.950.001	5.509.808	186.534.294	316.705.513
1993	31.023.949	53.552.950	11.500.471	30.918.383	5.402.489	189.739.145	322.137.387
1994	31.406.721	53.891.215	12.206.648	31.185.333	6.107.873	210.855.066	345.652.856
1995	45.513.897	54.650.749	12.499.285	31.460.420	6.694.978	212.969.051	363.788.380
1996	44.553.480	54.811.850	13.019.901	31.258.305	7.215.708	204.485.070	355.344.313
1997	44.057.794	54.820.113	13.099.198	31.373.529	7.206.576	208.607.458	359.164.667
1998	45.645.518	56.517.440	13.346.576	31.759.485	8.197.469	216.553.618	372.020.106
1999	47.921.753	58.665.123	13.574.584	33.037.415	7.723.032	213.961.299	374.883.207
2000	50.586.134	62.774.370	14.874.713	34.871.897	8.075.945	211.218.715	382.401.773
2001	51.117.799	66.014.510	15.409.743	35.200.397	9.094.891	208.916.572	385.753.912
2002	52.138.593	66.658.849	15.551.173	36.201.493	10.363.539	210.883.795	391.797.441
2003	53.010.809	67.485.570	16.159.093	41.750.446	10.979.116	213.304.649	402.689.684
2004	50.249.769	68.167.335	15.850.550	42.853.325	11.027.855	214.968.650	403.117.484
2005	49.926.000	68.657.000	15.597.000	46.926.000	11.568.000	213.343.000	406.017.000
total	851.656.488	1.240.332.958	282.885.936	738.006.513	173.623.934	4.538.569.359	
tcg 1984-2005	90,59%	41,39%	77,75%	61,67%	51,49%	10,60%	29,69%
tcam	2,98%	1,59%	2,65%	2,21%	1,91%	0,46%	1,19%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Le taux de croissance annuel moyen du noyau dur s'élève à 1,19 %. Les taux de croissance moyens des DO 20 à 24 sont supérieurs au taux de l'ensemble. Le taux de croissance annuel moyen de ces 5 DO prises dans leur ensemble est de 2,25 %. Ces divisions voient leur part relative progresser au cours de la période.

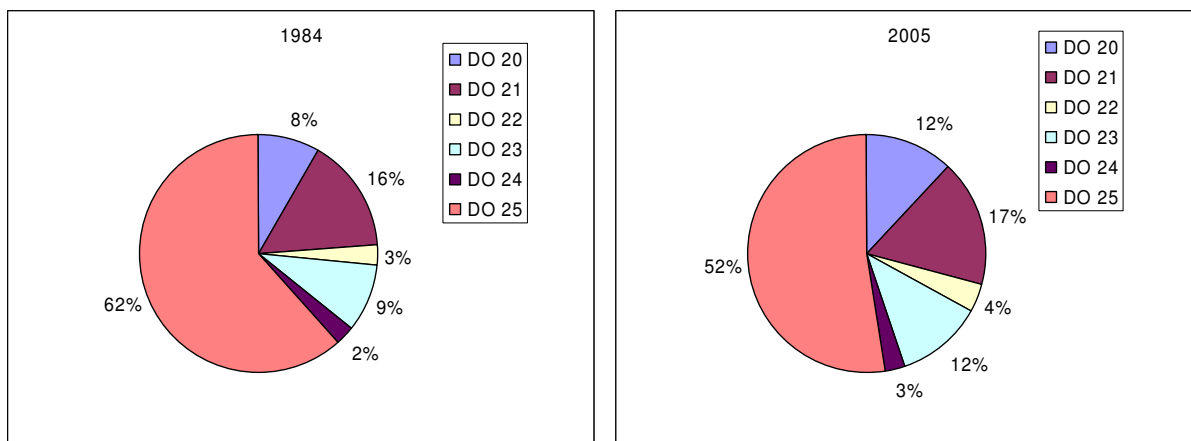
Seule la DO 25, avec une croissance moyenne annuelle réelle de 0,46 %, subit une diminution de son poids relatif, passant de 61,61 % en 1984 à 52,57 % en 2005.

Tableau 36. Évolution du poids relatif des DO 20 à 25 dans le noyau dur de la culture de 1984 à 2005

	DO 20	DO 21	DO 22	DO 23	DO 24	DO 25	total
1984	8,37%	15,51%	2,80%	9,27%	2,44%	61,61%	100,00%
1985	8,16%	15,28%	2,98%	9,49%	2,23%	61,85%	100,00%
1986	8,44%	14,94%	2,89%	9,27%	3,55%	60,92%	100,00%
1987	10,01%	14,73%	3,04%	9,32%	2,24%	60,65%	100,00%
1988	8,19%	15,04%	3,94%	9,68%	2,00%	61,16%	100,00%
1989	8,13%	15,04%	4,13%	9,57%	1,71%	61,42%	100,00%
1990	8,46%	15,27%	3,81%	9,29%	1,85%	61,31%	100,00%
1991	8,62%	15,39%	3,05%	9,24%	1,70%	62,01%	100,00%
1992	9,00%	16,81%	3,78%	9,77%	1,74%	58,90%	100,00%
1993	9,63%	16,62%	3,57%	9,60%	1,68%	58,90%	100,00%
1994	9,09%	15,59%	3,53%	9,02%	1,77%	61,00%	100,00%
1995	12,51%	15,02%	3,44%	8,65%	1,84%	58,54%	100,00%
1996	12,54%	15,42%	3,66%	8,80%	2,03%	57,55%	100,00%
1997	12,27%	15,26%	3,65%	8,74%	2,01%	58,08%	100,00%
1998	12,27%	15,19%	3,59%	8,54%	2,20%	58,21%	100,00%
1999	12,78%	15,65%	3,62%	8,81%	2,06%	57,07%	100,00%
2000	13,23%	16,42%	3,89%	9,12%	2,11%	55,23%	100,00%
2001	13,25%	17,11%	3,99%	9,13%	2,36%	54,16%	100,00%
2002	13,31%	17,01%	3,97%	9,24%	2,65%	53,82%	100,00%
2003	13,16%	16,76%	4,01%	10,37%	2,73%	52,97%	100,00%
2004	12,47%	16,91%	3,93%	10,63%	2,74%	53,33%	100,00%
2005	12,30%	16,91%	3,84%	11,56%	2,85%	52,55%	100,00%
tcg 1984-2005	46,97%	9,03%	37,06%	24,66%	16,81%	-14,71%	
tcam	1,77%	0,39%	1,44%	1,01%	0,71%	-0,72%	

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Graphique 15. Poids relatif des DO 20 à 25 dans le noyau dur des dépenses culturelles en 1984 et en 2005



Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

II.8. Division organique 57 : Enseignement artistique

Les dépenses enregistrées dans la division 57, en 2005, sont réparties en neuf programmes :

- 0 : Subsistance administration – Enseignement et recherche,
- 1 : Subsistance administration – Personnel de l’enseignement,
- 2 : Initiatives et subventions diverses,
- 3 : Dépenses de personnel des établissements d’enseignement supérieur,
- 4 : Fonctionnement des établissements d’enseignement supérieur,
- 5 : Dépenses de personnel des établissements d’enseignement secondaire de plein exercice officiels subventionnés,
- 6 : Fonctionnement des établissements d’enseignement secondaire de plein exercice officiels subventionnés,
- 7 : Dépenses de personnel des établissements d’enseignement à horaire réduit,
- 8 : Fonctionnement des établissements d’enseignement à horaire réduit,
- 9 : Equipements.

Cette structure est fixée dans le budget 1998. Indiquons que la présentation des dépenses en matière d’enseignement artistique a beaucoup varié dans le temps : elle a subi, par exemple, des modifications importantes lors de l’élaboration des budgets de 1991, 1993, 1995 et 1996.

Les documents et informations jusqu’à présent disponibles n’ont pas permis de reclasser toutes les données antérieures à 1998 selon la structuration 2005 de la division 57. Nous présentons donc les données relatives à l’enseignement artistique pour l’ensemble de la période en un seul bloc. En effet, pour les premières années, le volume important des montants qui n’ont pu être reliés à la structure actuelle du budget de l’enseignement artistique empêche de poursuivre l’analyse en « descendant » au niveau détaillé des programmes.

Tableau 37. Montants enregistrés à la DO 57

	total euros courants	total euros constants	Croissance annuelle des dépenses en euros constants	dépenses par habitant (euros constants)
1984	57.449.324	90.987.210		23,16
1985	59.762.171	90.247.917	-0,81%	22,99
1986	61.564.357	91.791.199	1,71%	23,41
1987	64.286.228	94.372.031	2,81%	24,09
1988	71.574.297	103.866.344	10,06%	26,50
1989	74.350.705	104.645.609	0,75%	26,53
1990	77.434.500	105.353.062	0,68%	26,68
1991	82.186.619	108.339.862	2,84%	27,36
1992	88.755.798	114.228.826	5,44%	28,78
1993	95.600.138	119.739.652	4,82%	30,05
1994	99.757.312	122.042.222	1,92%	30,55
1995	101.849.534	122.799.052	0,62%	30,66
1996	103.158.411	121.864.632	-0,76%	30,44
1997	104.769.719	121.782.773	-0,07%	30,36
1998	107.013.156	123.216.069	1,18%	30,66
1999	109.058.277	124.183.873	0,79%	30,85
2000	112.052.831	124.420.199	0,19%	30,83
2001	111.874.348	121.220.444	-2,57%	29,95
2002	113.859.000	121.384.861	0,14%	29,82
2003	121.025.000	127.007.031	4,63%	31,05
2004	125.546.000	129.043.067	1,60%	31,41
2005	132.172.000	132.172.000	2,42%	32,01
1984-2005	2.075.099.726	2.514.707.934	45,26%	
moyenne tca			1,83%	
tcam			1,71%	
variance			0,07%	

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Un saut important est observé en 1988. Cette année-là, les allocations consacrées aux subventions-traitements accordées aux établissements d'enseignement artistique subventionnés libres ou officiels voient leurs moyens augmenter de 6,430 millions d'euros de l'époque.

Depuis 1994, l'évolution des moyens est beaucoup moins erratique. En termes réels, le taux de croissance moyen pour la période 1994-2005 est de 0,45 %. Mais si nous nous arrêtons à 2002, ce taux s'affiche comme négatif (taux de croissance moyen pour la période 1994-2002 : - 0,005 %).

La dépense par habitant en 2005 s'élève à 32,01 euros.

II.9. Division organique 46 : Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique

Les dépenses enregistrées dans la division 46 sont ventilées selon trois programmes :

- 0 : Subsistance administration – Enseignement et recherche,
- 1 : Subsistance administration – Personnel de l’enseignement,
- 2 : Subventions diverses.

Tableau 38. Montants enregistrés en DO 46 de 1984 à 2005

	total euros courants	total euros constants	Croissance annuelle des dépenses en euros constants	dépenses par habitant (euros constants)
1984	860.191	1.362.354		0,35
1985	867.627	1.310.219	-3,83%	0,33
1986	929.601	1.386.016	5,79%	0,35
1987	932.080	1.368.291	-1,28%	0,35
1988	902.332	1.309.436	-4,30%	0,33
1989	919.685	1.294.419	-1,15%	0,33
1990	937.038	1.274.881	-1,51%	0,32
1991	941.995	1.241.755	-2,60%	0,31
1992	941.995	1.212.349	-2,37%	0,31
1993	1.053.547	1.319.573	8,84%	0,33
1994	934.559	1.143.331	-13,36%	0,29
1995	946.953	1.141.733	-0,14%	0,29
1996	954.390	1.127.454	-1,25%	0,28
1997	758.554	881.732	-21,79%	0,22
1998	999.011	1.150.272	30,46%	0,29
1999	1.031.237	1.174.262	2,09%	0,29
2000	1.125.437	1.249.652	6,42%	0,31
2001	1.155.184	1.251.689	0,16%	0,31
2002	1.160.000	1.236.674	-1,20%	0,30
2003	1.160.000	1.217.337	-1,56%	0,30
2004	1.114.000	1.145.030	-5,94%	0,28
2005	1.151.000	1.151.000	0,52%	0,28
1984-2005	21.776.416	26.949.460	-15,51%	
moyenne tca			-0,38%	
tcam			-0,76%	
variance			0,91%	

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

De 1984 à 2005, les moyens accordés à l’Académie et exprimés en euros courants sont multipliés par 1,36. En euros constants, l’Académie voit ses moyens se réduire au cours de la période envisagée (-15.51 % en 2005 par rapport à 1984).

La dépense par habitant s’élève à 0,28 euro en 2005.

II.10. Division organique 15.2 : Infrastructures culturelles.

II.10.1. Montants globaux

La division 15 contient trois programmes :

- 1 : Charges d'emprunt, investissements et subventions pour investissements dans le domaine de la santé et des affaires sociales ;
- 2 : Charges d'emprunt, investissements et subventions pour investissements de la culture ;
- 3 : Charges d'emprunt, investissements et subventions pour investissements pour le sport.

Seul le programme 2 intéresse la présente étude.

Tableau 39. Montants relatifs à la culture enregistrés en DO 15.2 de 1984 à 2005

	total euros courants	total euros constants	Croissance annuelle des dépenses en euros constants	dépenses par habitant (euros constants)
1984	13.413.519	21.244.090		5,41
1985	14.308.414	21.607.391	1,71%	5,50
1986	13.572.170	20.235.829	-6,35%	5,16
1987	10.299.976	15.120.341	-25,28%	3,86
1988	9.479.448	13.756.274	-9,02%	3,51
1989	10.195.861	14.350.261	4,32%	3,64
1990	9.184.455	12.495.857	-12,92%	3,16
1991	9.593.479	12.646.295	1,20%	3,19
1992	10.029.772	12.908.329	2,07%	3,25
1993	8.725.852	10.929.173	-15,33%	2,74
1994	10.656.943	13.037.610	19,29%	3,26
1995	10.359.470	12.490.319	-4,20%	3,12
1996	10.119.014	11.953.944	-4,29%	2,99
1997	9.861.204	11.462.518	-4,11%	2,86
1998	9.995.067	11.508.425	0,40%	2,86
1999	10.661.901	12.140.629	5,49%	3,02
2000	13.016.889	14.453.574	19,05%	3,58
2001	19.997.571	21.668.188	49,92%	5,35
2002	15.888.000	16.938.166	-21,83%	4,16
2003	16.268.000	17.072.096	0,79%	4,17
2004	16.152.000	16.601.912	-2,75%	4,04
2005	18.302.000	18.302.000	10,24%	4,43
1984-2005	270.081.005	332.923.222	-13,85%	
moyenne tca			0,40%	
tcam			-0,68%	
variance			2,54%	

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

De 1984 à 2005, les dépenses consacrées aux infrastructures culturelles et exprimées en euros constants diminuent de 13,85 % (croissance annuelle moyenne de – 0,68 %).

Le saut de 2000 à 2001 (croissance de près de 50 %) résulte (en partie seulement) d'une augmentation due aux circonstances liées au départ du Théâtre national (quittant le siège de la Tour Rogier), qui débouchent sur l'achat du Kladaradatsch par la Communauté. Un montant de près de 3 millions d'euros est en effet imputé à l'allocation 72.43-23 pour cette acquisition. De même, l'augmentation de 2005 correspond largement aux dépenses liées à la nouvelle implantation du Théâtre national dans la capitale.

La dépense par habitant est de 4,43 euros en 2005 et elle était de 5,35 euros en 2001.

ANNEXE

Calcul du taux de croissance annuel moyen (tcam)

Pour l'analyse, le taux de croissance annuel moyen (tcam) a été calculé sur base de la formule suivante :

$$tcam_{j,2005} = \left[\left(1 + tcg_{j,2005} \right)^{\frac{1}{2005-j}} \right] - 1$$

Où, $tcg_{j,2005} = \frac{y_{2005} - y_j}{y_j}$ est le taux de croissance global pour la période allant de l'année **j** (1984 ou une année postérieure lorsque nous ne disposons pas de données cohérentes pour les premières années de la période couverte par cette étude) à l'année 2005, et y_j , le montant budgétisé pour l'année **j**.

À comparer à ce taux annuel moyen, a également été établie la moyenne arithmétique des taux de croissance annuel et la variance de cette série de données :

$$\sigma^2 = \frac{1}{2005 - j} \sum_{t=j}^{2005} (y_t - r_{j,2005})^2$$

où $r_{j,2005}$ est la moyenne arithmétique des taux de croissance annuels.

La variance est une mesure de dispersion par rapport à la moyenne. Elle permet de voir si les données des différentes années s'écartent plus ou moins de la moyenne.

ANNEXE Les écoles d'architecture

	ens fondamental	ens secondaire	ens special	ens univ	ens sup	ens promo soc	ens distance	total		
1984	672.500.428	1.284.594.161	158.064.348	382.311.310	159.576.499	52.781.489	0	2.709.828.235		2.709.828.235
1985	724.025.097	1.387.665.810	165.972.152	369.120.895	173.577.525	61.772.587	0	2.882.134.066		2.882.134.066
1986	729.711.774	1.392.908.758	165.084.693	410.491.846	167.863.579	58.949.080	0	2.925.009.730		2.925.009.730
1987	722.986.423	1.343.406.900	164.702.937	406.458.618	167.504.134	60.305.058	0	2.865.364.069		2.865.364.069
1988	728.095.508	1.363.553.207	170.999.432	415.762.062	168.153.615	60.029.896	0	2.906.593.720		2.906.593.720
1989	764.310.273	1.454.121.106	185.305.368	458.657.557	179.313.781	65.957.030	2.496.288	3.110.161.403		3.110.161.403
1990	795.725.820	1.502.487.612	195.583.033	461.017.504	195.307.871	68.242.608	2.602.882	3.220.967.330		3.220.967.330
1991	855.173.166	1.610.217.180	208.594.964	472.076.034	208.602.401	63.792.920	2.736.745	3.421.193.409		3.421.193.409
1992	913.904.100	1.683.558.958	222.586.075	467.551.977	221.024.346	75.267.911	2.972.243	3.586.865.609		3.586.865.609
1993	993.678.715	1.771.903.252	236.641.638	470.940.682	240.174.120	83.012.105	2.840.860	3.799.191.371		3.799.191.371
1994	1.021.259.349	1.826.291.091	249.663.485	485.008.639	251.991.205	99.796.975	2.783.844	3.936.794.588	Déjà en DO 55	3.936.794.588
1995	1.053.178.119	1.833.846.886	256.602.024	427.774.982	264.497.433	109.893.678	2.843.339	3.948.636.462		3.948.636.462
1996	1.055.215.804	1.775.958.790	254.333.799	425.516.672	266.505.371	110.746.432	2.828.465	3.891.105.332	Architecture	3.891.105.332
1997	1.093.788.036	1.804.840.865	261.738.378	437.482.493	282.645.718	115.850.560	2.806.155	3.999.152.204	11.802.210,71	3.987.349.993,43
1998	1.111.735.527	1.773.898.795	265.159.309	437.864.249	291.014.603	109.365.665	2.793.760	3.991.831.908	12.020.357,02	3.979.811.551,34
1999	1.153.014.757	1.819.325.283	274.529.684	443.865.751	296.279.862	110.158.925	2.764.013	4.099.938.275	12.493.833,65	4.087.444.440,86
2000	1.197.531.476	1.838.787.404	285.394.857	454.666.472	302.948.198	114.514.414	2.657.419	4.196.500.239	12.664.880,18	4.183.835.359,04
2001	1.247.588.616	1.885.131.098	297.288.789	471.421.595	318.206.044	122.801.494	2.689.645	4.345.127.281	13.006.973,24	4.332.120.307,69
2002	1.288.298.000	1.908.177.000	307.704.000	478.784.000	331.324.000	125.399.000	2.592.000	4.442.278.000	12.724.000,00	4.429.554.000,00
2003	1.331.361.000	1.954.516.000	320.292.000	486.831.000	332.133.000	124.798.000	2.970.000	4.552.901.000	12.672.000,00	4.540.229.000,00
2004	1.372.467.000	2.025.689.000	337.412.000	500.326.000	341.153.000	130.598.000	2.902.000	4.710.547.000	12.637.000,00	4.697.910.000,00
2005	1.454.988.000	2.142.562.000	360.099.000	519.544.000	351.782.000	137.466.000	3.012.000	4.969.453.000	12.881.000,00	4.956.572.000,00

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française, Moniteur Belge (3/02/1983, 2/08/1983, 5/08/1983, 14/12/1983, 9/08/1984, 10/10/1985, 6/08/1988, 19/08/1988, 20/08/1988, 11/02/1989, 4/01/1990, 9/01/1990), calculs CREW (période 1984-1989).

Liste des tableaux

Tableau 1. Évolution des crédits alloués à la culture de 1984 à 2005.....	7
Tableau 2. Évolution des crédits alloués à la culture de 1984 à 2005, selon le périmètre élargi.....	8
Tableau 3. Évolution des dépenses culturelles rapportées au nombre d'habitants de 1984 à 2005 ...	10
Tableau 4. Évolution des dépenses culturelles élargies rapportées au nombre d'habitants de 1984 à 2005.....	12
Tableau 5. Évolution des dépenses culturelles par rapport au PIB communautaire de 1984 à 2005 ..	15
Tableau 6. Évolution des dépenses culturelles élargies par rapport au PIB communautaire de 1984 à 2005.....	17
Tableau 7. Évolution des dépenses de culture du premier périmètre et des dépenses d'enseignement de 1984 à 2005.....	19
Tableau 8. Évolution des dépenses de culture élargies et d'enseignement entre 1981 à 2005	21
Tableau 9. Part de la culture (noyau dur) dans l'ensemble des dépenses communautaires de 1994 à 2005.....	22
Tableau 10. Part de la culture (périmètre élargi) dans l'ensemble des dépenses communautaires de 1994 à 2005.....	24
Tableau 1. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 20 (en euros courants).....	26
Tableau 2. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 20 (en euros constants)	27
Tableau 3. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 20 (en euros constants) ...	28
Tableau 4. Dépenses de la DO 20 par rapport au nombre d'habitants (en euros constants)	29
Tableau 15. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 21 (en euros courants).....	30
Tableau 16. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 21 (en euros constants)	31
Tableau 17. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 21 (en euros constants) .	33
Tableau 18. Dépenses de la DO 21 par rapport au nombre d'habitants (en euros constants)	34
Tableau 19. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 22 (en euros courants).....	35
Tableau 20. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 22 (en euros constants)	36
Tableau 5. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 22 (en euros constants)	37
Tableau 22. Dépenses de la DO 22 par rapport au nombre d'habitants (en euros constants)	38
Tableau 23. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 23 (en euros courants).....	39
Tableau 24. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 23 (en euros constants)	40
Tableau 25. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 23 (en euros constants) .	41
Tableau 26. Dépenses de la DO 23 par rapport au nombre d'habitants (en euros constants)	42
Tableau 27. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 24 (en euros courants).....	43
Tableau 28. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 24 (en euros constants)	44
Tableau 29. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 24 (en euros constants) .	45
Tableau 30. Dépenses de la DO 24 par rapport au nombre d'habitants (en euros constants)	46
Tableau 31. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 25 (en euros courants).....	47
Tableau 32. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 25 (en euros constants)	48
Tableau 33. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 25 (en euros constants) .	50
Tableau 34. Dépenses de la DO 25 par rapport au nombre d'habitants (en euros constants)	51
Tableau 35. Montants enregistrés aux DO 20 à 25 de 1984 à 2005 (en euros constants)	52
Tableau 36. Évolution du poids relatif des DO 20 à 25 dans le noyau dur de la culture de 1984 à 2005	53
Tableau 37. Montants enregistrés à la DO 57	55
Tableau 38. Montants enregistrés en DO 46 de 1984 à 2005	56
Tableau 39. Montants relatifs à la culture enregistrés en DO 15.2 de 1984 à 2005.....	57

Liste des graphiques

Graphique 1. Taux de croissance annuel des dépenses de culture exprimées en euros constants de 1984 à 2005.....	8
Graphique 2. Taux de croissance annuels des dépenses de culture du périmètre élargi exprimées en euros constants de 1984 à 2005.....	9
Graphique 3. Évolution des dépenses culturelles exprimées en euros constants (noyau dur) rapportées au nombre d'habitants de 1984 à 2005	11
Graphique 4. Évolution des dépenses culturelles exprimées en euros constants rapportées au nombre d'habitants de 1984 à 2005 selon le périmètre élargi	13
Graphique 5. Évolution des dépenses culturelles (noyau dur) par rapport au PIB communautaire de 1984 à 2005.....	16
Graphique 6. Évolution des dépenses culturelles élargies par rapport au PIB communautaire de 1984 à 2005.....	16
Graphique 7. Rapport entre les dépenses de culture (noyau dur) et les dépenses d'enseignement de 1984 à 2005.....	20
Graphique 8. Rapport entre les dépenses de culture et d'enseignement selon le périmètre élargi de 1984 à 2005.....	20
Graphique 9. Poids de la culture (périmètre restreint) dans le budget communautaire de 1994 à 2005	23
Graphique 10. Montants enregistrés dans le programme Centres culturels de la DO 20 (en Euros constants) de 1984 à 2005.....	28
Graphique 11. Montants enregistrés aux programmes « théâtre », « musique » et « arts de la danse » de la DO 21 en euros constants.....	32
Graphique 12. Montants enregistrés aux programmes Lecture publique et Lettres françaises et promotion du livre de la DO 22 en euros constants	37
Graphique 13. Montants enregistrés aux programmes Jeunesse, Education permanente et Activités socio-culturelles de la DO 23 en euros constants.....	41
Graphique 14. Montants enregistrés aux programmes de la DO 24 (en euros constants)	45
Graphique 15. Poids relatif des DO 20 à 25 dans le noyau dur des dépenses culturelles en 1984 et en 2005.....	53